

# JOURNAL OFFICIEL

## DU BURKINA FASO

Paraissant le jeudi de chaque semaine



ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
<b>BURKINA FASO ET AFRIQUE</b> Toute voie 6 mois 1 an 13.250 26.500	les abonnements et insertions seront adressés au <b>Secrétariat Général du Gouvernement            et du Conseil des Ministres</b> 01 BP. 3924 OUAGADOUGOU TEL. 50-32-63-61 / 50 32-60-19	Association a but non lucratif et avis autre que de constitution de sociétés commerciales..... <b>12.500 F CFA</b>
<b>AUTRES PAYS</b> Voie aérienne exclusivement 6 mois.....15.600 1 an .....31.200	Les lettres demandant réponse devront être accompagnées d'un timbre pour l'affranchissement.	Avis de constitution de sociétés commerciales..... <b>24.000 F CFA</b>
<b>Vente de numéro</b> Année courante.....500 Année antérieure.....600	<b>ISSN 07966-5206</b> Les abonnements et les annonces sont payables d'avance	Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".

### SOMMAIRE

#### AN 2009

#### PARTIE OFFICIELLE

#### PRESIDENCE DU FASO 4231

08 mai... Décret N°2009-281/PRES portant convoca-  
 tion du corps électoral de la Commune rurale de  
 Béguédo

#### ACTES DU GOUVERNEMENT

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE 4231

08 mai... Décret N°2009-  
 283/PRES/PM/MAECR/MAHRH/MEF portant adhé-  
 sion à la convention internationale pour la réglemen-  
 tation de la chasse à la baleine et son protocole.

08 mai... Décret N°2009-  
 284/PRES/PM/MAECR/MJ/MPDH/MEF portant rati-  
 fication de la convention internationale pour la protec-  
 tion de toutes les personnes contre les disparitions  
 forcées.

08 mai... Décret N°2009-  
 302/PRES/PM/MAECR/MCTC/MESSRS/MEF por-  
 tant adhésion au protocole annexe à l'Accord de  
 Florence pour l'importation des objets de caractère  
 éducatif, scientifiques ou culturel dit protocole de  
 Nairobi.

08 mai... Décret N°2009-  
 303/PRES/PM/MAECR/MEF portant ratification de la  
 convention l'Union monétaire ouest africain (UMOA).

08 mai... Décret N°2009-  
 304/PRES/PM/MAECR/MEF portant ratification du  
 traité de l'Union monétaire ouest africain (UMOA).

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAU- LIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES 4234

08 mai... Décret N°2009-293/PRES/PM/MAHRH  
 portant nomination de Directeurs de service.

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 4235

08 mai... Décret N°2009-286/PRES/PM/MEF  
 portant nomination d'un Inspecteur des finances.

08 mai... Décret N°2009-288/PRES/PM/MEF  
 portant nomination d'Agents comptables.

**08 mai...** Décret N°2009-294/PRES/PM/MEF portant nomination d'un Administrateur au conseil d'administration de la BACB.

**08 mai...** Décret N°2009-295/PRES/PM/MEF portant nomination d'Administrateurs au conseil d'administration de l'ENAREF.

---

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

---

**08 mai...** Décret N°2009-300/PRES/PM/MJ/MEF/MESSRS/MCPEA/MTSS portant création, attributions, composition et fonctionnement d'une Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires (CONAHDA).

---

#### MINISTERE DES TRANSPORTS

---

**08 mai...** Décret N°2009-299/PRES/PM/MT portant nomination d'un Directeur général.

---

#### MINISTERE DE LA SECURITE

---

**08 mai...** Décret N°2009-289/PRES/PM/SECU portant rectificatif au décret n°2009-165/PRES/PM/SECU du 30 mars 2009 portant nomination d'un Chargé d'études.

**08 mai...** Décret N°2009-301/PRES/PM/SECU/MATD/MEF/DEF/MECV/MJ/MCPEA portant régime des armes et munitions civiles au Burkina Faso.

---

#### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE ET DE L'ALPHABETISATION

---

**08 mai...** Décret N°2009-287/PRES/PM/MEBA portant rectificatif au décret n°2007-713/PRES/PM/MEBA du 7 novembre 2007 portant nomination de Directeurs provinciaux.

---

#### MINISTERE DU COMMERCE, DE LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

---

**08 mai...** Décret N°2009-285/PRES/PM/MCPEA/MEF portant nomination d'un Directeur de service.

**08 mai...** Décret N°2009-296/PRES/PM/MCPEA/MEF portant nomination d'un

Administrateur au conseil d'administration de la Société des fibres textiles (SOFITEX).

**08 mai...** Décret N°2009-297/PRES/PM/MCPEA portant nomination d'Administrateurs au conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieures (ONAC).

---

#### MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

---

**08 mai...** Décret N°2009-290/PRES/PM/MASSN/MEF portant nomination d'un Administrateur au conseil d'administration de l'Institut national de formation en travail social (I.N.F.T.S.).

---

#### MINISTERE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

---

**08 mai...** Décret N°2009-291/PRES/PM/MPTIC/MCPEA/MEF portant nomination d'un Administrateur au conseil d'administration de l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (ARTEL).

**08 mai...** Décret N°2009-292/PRES/PM/MPTIC/MEF portant renouvellement de mandat d'un Administrateur au conseil d'administration de la société national des postes (SONAPOST).

---

#### MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS

---

**08 mai...** Décret N°2009-298/PRES/PM/MSL/MEF portant nomination d'un membre du Conseil de gestion du Fonds national pour la promotion du sport et de loisirs.

---

#### PARTIE NON OFFICIELLE

---



---

##### ANNONCES

---

AN 2009

---



---

#### PARTIE OFFICIELLE

---

## PRESIDENCE DU FASO

**DECRET N° 2009-281/PRES portant convocation du corps électoral de la Commune rurale de Béguedo.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;  
 VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;  
 VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;  
 VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
 VU la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant Code électoral, ensemble ses modificatifs ;  
 VU la loi n° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;  
 VU le décret n° 2006-447/PRES/PM/MATD du 13 septembre 2006 portant nomination du Président et des Vice-présidents de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;  
 VU le décret n° 2005-599/PRES/PM/MATD du 1er décembre 2005 portant répertoire des villages et secteurs du Burkina Faso ;  
 VU le décret n° 2009-267/PRES/PM/MATD du 4 mai 2009 portant dissolution du conseil municipal de la Commune rurale de Béguedo ;  
 VU le décret n° 2009-281/PRES/PM/MATD/SECU du 8 mai 2009 portant ouverture de la campagne électorale en vue du scrutin municipal dans la Commune rurale de Béguedo ;

**Sur** rapport du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 avril 2009 ;

**D E C R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le corps électoral de la commune rurale de Béguedo (Province du Boulgou, Région du Centre-est) est convoqué le dimanche 19 juillet 2009 pour l'élection des conseillers municipaux.

**ARTICLE 2 :** Les circonscription électorales de la commune de Béguedo sont celles visées par l'article 236 de la loi n° 014-2001/AN du 3 juillet 2001 portant Code électoral et se présentent conformément au tableau ci-après :

N° d'ordre	Villages ou secteurs de la commune	Nombre de sièges
1	Béguedo Peulh	2
2	Fingla	3
3	Diarra	2
4	Chef-lieu Béguedo	13
<b>Total</b>		<b>20</b>

**ARTICLE 3 :** Le scrutin est ouvert à six (06) heures et clos à dix huit (18) heures.

**ARTICLE 4 :** Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

**Ouagadougou, le 8 mai 2009**

**Blaise COMPAORE**

**ACTES DU GOUVERNEMENT****MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DE LA COOPERATION REGIONALE**

**DECRET N° 2009-283/PRES/PM/MAECR/MAHRH/MEF portant adhésion à la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et son protocole.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n° 034-2008/AN du 27 mai 2008 portant autorisation d'adhésion à la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et son protocole ;

VU l'avis juridique n° 2008-007/CC du 29 avril 2008 sur la conformité à la Constitution de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et son protocole signés respectivement le 02 décembre 1946 et le 19 novembre 1956 à Washington;

**DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Gouvernement du Burkina Faso adhère à la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et son protocole.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale, le Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain YODA**

Le Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques  
**Laurent SEDEGO**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

**DECRET N° 2009-**

***284/PRES/PM/MAECR/MJ/MPDH/MEF portant ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n° 060-2008/AN du 25 novembre 2008 portant autorisation de ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;

VU l'avis juridique n° 2009-021/CC du 22 avril 2009 sur

la conformité à la Constitution portant ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;

**DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Est ratifiée la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale, le Ministre de la justice, garde des sceaux, le Ministre de la promotion des droits humains et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain YODA**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de la justice, garde des sceaux  
**Zakalia KOTE**

Le Ministre de la promotion des droits humains  
**Salamata SAWADOGO/TAPSOBA**

**DECRET N° 2009-**

***302/PRES/PM/MAECR/MCTC/MESSRS/MEF portant adhésion au protocole annexe à l'Accord de Florence pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel dût protocole de Nairobi.***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n° 031-2008/AN du 20 mai 2008 portant autori-

sation d'adhésion au protocole annexe à l'Accord de Florence pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel dit Protocole de Nairobi ;

VU l'avis juridique n° 2008-005/CC du 22 avril 2008 sur la conformité à la Constitution du protocole à l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel adopté par la Conférence générale de l'UNESCO à Nairobi en 1976 ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Gouvernement du Burkina Faso adhère au protocole annexe à l'Accord de Florence pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel dit protocole de Nairobi.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale, le Ministre de la culture, du tourisme et de la communication, le Ministre des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain YODA**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de la culture, du tourisme et de la communication  
**Filippe SAVADOGO**

Le Ministre des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique  
**Joseph PARE**

***DECRET N° 2009-303/PRES/PM/MAECR/ MEF portant ratification de la convention l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la convention régissant la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) ;

VU l'avis juridique n° 2009-004/CC du 06 janvier 2009 sur la conformité à la Constitution de la convention régissant la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine signée le 06 avril 2007 à Lomé (TOGO) ;

VU la loi n° 044-2008/AN du 04 novembre 2008 portant autorisation de ratification de la convention régissant la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Est ratifiée la convention régissant la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain YODA**

***DECRET N° 2009-304/PRES/PM/MAECR/MEF portant ratification du traité de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;  
 VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le traité de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) ;

VU l'avis juridique n° 2009-002/CC du 06 janvier 2009 sur la conformité à la Constitution du traité de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) signé à Ouagadougou le 20 janvier 2007 ;

VU la loi n° 045-2008/AN du 04 novembre 2008 portant autorisation de ratification du traité de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Est ratifié le traité de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain YODA**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

### **MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAULIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

**DECRET N° 2009-293/PRES/PM/MAHRH du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Boubakar CISSE, Mle 17 432 F, Conseiller des affaires économiques, est nommé Directeur du développement de l'entrepreneuriat agricole (DDEA).

**ARTICLE 2 :** Monsieur Moussa KABORE, Mle 111 266 R, Ingénieur statisticien, est nommé Directeur de la prospective et des statistiques agricoles et alimentaires (DPSAA).

**ARTICLE 3 :** Monsieur André Anatole YAMEOGO, Mle 24 261 G, Ingénieur d'agriculture, est nommé Directeur du développement des filières agricoles (DDFA).

**ARTICLE 4 :** Madame Nicole PALE, Mle 16 080 M, Technologue agro-alimentaire, est nommée Directrice des normes qualité et métrologie agricoles (DNMA).

**ARTICLE 5 :** Le Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

### **MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**DECRET N° 2009-286/PRES/PM/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Jean-Marie BONKOUNGOU, Mle 27 781 U, Administrateur des services financiers, est nommé Inspecteur des finances.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

**DECRET N° 2009-288/PRES/PM/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Madame Antoinette COMPAORE/YAMEOGO, Mle 19 713 W, Inspecteur du trésor, est nommée Agent comptable de l'Ecole nationale des eaux et forêts (ENEF) de Dindéresso.

**ARTICLE 2 :** Madame Marie Christine OUEDRAOGO/OUEDRAOGO, Mle 27 957 E, Conseiller des affaires économiques, est nommée Agent comptable de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Bobo-Dioulasso.

**ARTICLE 3 :** Le Ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressées et sera publié au Journal Officiel du Faso.

**DECRET N° 2009-294/PRES/PM/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1** Monsieur Jacques ZIDA, Mle 9 637 B, Administrateur des services financiers, est nommé administrateur représentant l'Etat au titre du Ministère de l'économie et des finances au conseil d'administration de la Banque agricole

et commerciale du Burkina (BACB) pour un premier mandat de trois (03) ans.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

**DECRET N° 2009-295/PRES/PM/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Sont nommées Administrateurs représentant l'Etat au titre du Ministère de l'économie et des finances au conseil d'administration de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) pour un premier mandat de trois (03) ans, les personnes ci-après :

Madame Ramata SAKANDE/DRABO, Mle 59 689 S, Conseiller en gestion des ressources humaines ; Madame Marie Eugénie MALGOUBRI/KYENDREBEOGO, Mle 74 234 D, Economiste.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**DECRET N° 2009 -300/PRES/PM/MJ/MEF/MESSRS/MCPEA/MTSS portant création, attributions, composition et fonctionnement d'une Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires (CONAHDA).**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;  
**VU** le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;  
**VU** le décret n° 2008-517/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;  
**VU** le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
**VU** le décret n° 2002-463/PRES/PM/MJ du 28 octobre 2002 portant organisation du Ministère de la justice ;  
**VU** le Traité de Port Louis du 17 octobre 1993 relatif à l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique ;  
**VU** le texte d'orientation relatif à la création, aux orientations, à l'organisation et au fonctionnement des commissions nationales de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ;  
**Sur** rapport du Ministre de la justice, garde des sceaux ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 09 avril 2009 ;

**DECRETE**

**SECTION I – CREATION**

**Article 1 :** Il est créé une Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en abrégé CONAHDA, ci-après désignée la Commission, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par le présent décret. La Commission est administrativement rattachée au Ministère de la justice.

**SECTION II – ATTRIBUTIONS**

**Article 2 :** La Commission est chargée de l'étude et du suivi des questions relatives à la coopération et à l'intégration en matière de droit des affaires dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

A cet effet, elle a des attributions générales et des attributions spéciales.

**Paragraphe I : Attributions générales**

**Article 3 :** La Commission assure de façon générale :

Le traitement, la mise en œuvre et le suivi des actes et décisions relatifs à l'harmonisation du droit des affaires ;

L'étude des avant-projets d'Actes Uniformes, de Règlements ou de Décisions, et la formulation d'observations pour le compte du gouvernement ;

La promotion de la formation sur le droit des affaires harmonisé ;

La collecte, la centralisation, la diffusion de l'information juridique et la vulgarisation de la documentation relative au droit des affaires harmonisé ;

L'organisation et le suivi de la mise en conformité du droit national par rapport au droit des affaires harmonisé ;

La formulation d'observations sur les difficultés constatées dans l'application du Traité, des Actes Uniformes, des Règlements et des Décisions de l'OHADA pour le compte du gouvernement.

**Paragraphe II – Attributions spéciales**

**Article 4 :** La Commission est spécialement chargée en ce qui concerne les relations fonctionnelles de l'Etat avec la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA), ci-après désignée la Cour :

de centraliser et de transmettre à ladite Cour les demandes d'avis consultatifs émanant du gouvernement ou des juridictions nationales, en application de l'article 14 du Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ;

de centraliser et de transmettre aux destinataires nationaux les

avis consultatifs émanant de ladite Cour relatifs aux demandes visées au point 1°) du présent article ;

de se prononcer, à la demande du gouvernement, sur l'opportunité de saisir la Cour pour avis consultatif ;

d'étudier les dossiers communiqués au gouvernement par la Cour, en application des articles 55 et 57 de son Règlement de procédure et de faire des observations y relatives.

### SECTION III – COMPOSITION

**Article 5 :** La Commission composée de vingt deux (22) membres comprend :

Trois (03) représentants du Ministère chargé de la justice, dont le Président ;

Deux (02) représentants du Ministère chargé des finances, dont le Vice-Président ;

Deux (02) représentants du Ministère chargé du commerce ;

Deux (02) représentants du Ministère chargé de l'enseignement secondaire, supérieur et de la recherche scientifique ;

Un (01) représentant du Ministère chargé du travail ;

Un (01) représentant du Ministère chargé de l'agriculture ;

Un (01) représentant de l'ordre des avocats ;

Un (01) représentant de la Chambre des notaires ;

Un (01) représentant de la Chambre des huissiers de justice ;

Un (01) représentant de la Chambre de commerce et d'industrie ;

Un (01) représentant de l'ordre des experts-comptables ;

Un (01) représentant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;

Un (01) représentant des associations professionnelles des banques et établissements financiers ;

Un (01) représentant du Bureau burkinabè des droits d'auteur (BBDA) ;

Un (01) représentant de la Direction du développement industriel (DDI) chargé de la propriété industrielle ;

Un (01) représentant des Clubs OHADA du Burkina Faso ;

Un (01) représentant des sociétés coopératives.

Les membres de la Commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de la justice sur proposition des structures d'origine.

Le Président de la Commission peut faire appel, à titre consultatif, à toute autre personne qualifiée.

### SECTION IV – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

**Article 6 :** Les organes de la Commission sont l'Assemblée et le Bureau.

#### Paragraphe I – L'Assemblée de la Commission

**Article 7 :** L'Assemblée est présidée par le Président assisté d'un Vice-président qui le supplée en cas d'empêchement

**Article 8 :** L'Assemblée se réunit au moins deux (02)

fois par an et chaque fois que de besoin sur convocation de son Président ou à défaut, à l'initiative de la moitié de ses membres autour d'un ordre du jour déterminé.

Le Président et les rapporteurs signent les procès-verbaux de délibérations de l'Assemblée.

**Article 9 :** L'avis de convocation précisant la date, le lieu et l'ordre du jour est remis aux membres au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion, sauf cas d'extrême urgence.

**Article 10 :** L'Assemblée donne les grandes orientations des actions de la Commission et apprécie les projets d'actions futures. A cet effet :

elle discute du programme d'activités de la Commission et lui apporte les amendements et améliorations nécessaires ;

elle exerce en outre les attributions prévues aux points 2°) et 6°) de l'article 3 du présent décret.

#### Paragraphe II – Le Bureau de la Commission

**Article 11 :** La Commission est dirigée par un bureau comprenant un Président, un Vice-président, un Rapporteur et un Rapporteur adjoint.

Les membres du bureau sont nommés à cette qualité, parmi les membres de ladite Commission, par arrêté du ministre chargé de la justice, après consultation du ministre chargé des finances.

**Article 12 :** Le Rapporteur est choisi parmi les représentants du ministère chargé du commerce.

Le Rapporteur adjoint est choisi parmi les représentants du ministère chargé des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique.

**Article 13 :** Le bureau de la Commission veille à l'accomplissement de la mission confiée à celle-ci. Il initie et coordonne les activités de la Commission.

Il se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois que de besoin sur convocation de son Président ou à défaut, à l'initiative de la moitié de ses membres autour d'un ordre du jour déterminé.

**Article 14 :** Le bureau exerce les attributions prévues aux points 1°), 3°), 4°) et 5°) de l'article 3 et à l'article 4 du présent décret.

**Article 15 :** Le bureau supplée l'Assemblée hors session de celle-ci dans les cas d'urgence manifeste ; dans ce cas, sa décision est alors inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée pour information.

**Article 16 :** Le bureau est assisté d'un secrétariat.

### SECTION V – DISPOSITIONS FINANCIERES



**Article 17 :** Les dépenses de fonctionnement de la Commission sont imputables au budget de l'Etat et font l'objet d'une inscription au budget du ministère chargé de la justice.

La Commission peut en outre bénéficier de subventions, de dons et de legs.

## SECTION VI – DISPOSITIONS FINALES

**Article 18 :** Le présent décret abroge en toutes ses dispositions le décret n° 94-248/PRES/PM/MJ/MESSRS/MEF/MICM du 23 juin 1994 portant création et composition d'une Commission Nationale pour l'Harmonisation du Droit des Affaires.

**Article 19 :** Le Ministre de la justice, garde des sceaux, le Ministre de l'économie et des finances, le Ministre des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique, le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de la justice, garde des sceaux

**Zakalia KOTE**

Le Ministre du commerce, de la promotion de l'Artisanat

**Mamadou SANOU**

Le Ministre des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique

**Joseph PARE**

Le Ministre du travail et de la sécurité sociale

**Jérôme BOUGOUMA**

## MINISTERE DES TRANSPORTS

**DECRET N° 2009-299/PRES/PM/MT du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Le colonel de gendarmerie Labawo FOROGO, Officier, est nommé Directeur général de l'Office national de sécurité routière (ONASER).

**ARTICLE 2 :** Le Ministre des transports est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de

la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

## MINISTERE DE LA SECURITE

**DECRET N° 2009-289 /PRES/PM/SECU portant rectificatif au décret n° 2009-165/PRES/PM/SECU du 30 mars 2009 portant nomination d'un Chargé d'études.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2009-103/PRES/PM/SECU du 26 février 2009 portant organisation du Ministère de la sécurité ;

VU le décret n° 2009-165/PRES/PM/SECU du 30 mars 2009 portant nomination d'un Chargé d'études

## DECRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 1 du décret n° 2009-165/PRES/PM/SECU du 30 mars 2009

Portant nomination d'un Chargé d'études est rectifié ainsi qu'il suit :

### AU LIEU DE :

**ARTICLE 1 :** Madame Odile TIONON/KANTYONO, Mle 25 761 J, Commissaire de police, est nommée chargée d'études au Ministère de la sécurité.

### LIRE

**ARTICLE 1 :** Madame Odile TIONON/KANTYONO, Mle 25 761 Z, Commissaire de police, est nommée chargée d'études au Ministère de la sécurité.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre de la sécurité

**Emile OUEDRAOGO**

**DECRET N° 2009-301/PRES/PM/  
SECU/MATD/MEF/DEF/MECV/MJ/MCPEA portant  
régime des armes et munitions civiles au Burkina Faso.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2007-349/PRES du 04/06/2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03/09/2008 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU** le décret n° 2007-424/PRES/PM du 13/07/2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2008-403/PRES/PM/SGG-CM du 10/07/2008 portant organisation type des départements ministériels ;
- VU** la loi n°032-2003/AN du 14 mai 2003 relative à la sécurité intérieure ;
- Sur** rapport du Ministre de la sécurité ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 4 mars 2009 ;

**DECRETE**

**TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 :** Il est institué un régime des armes et munitions civiles au Burkina Faso.

**Article 2 :** Le présent régime concerne la fabrication, la transformation, l'importation, l'acquisition, la détention, la collection, le transfert, le port et le transport de toute arme à feu perfectionnée, de toute arme à air comprimé, des munitions, des aérosols, poudres et explosifs destinés à l'usage desdites armes ainsi que la construction et l'exploitation de stands de tir destinés à l'usage public ou privé

**Article 3 :** Sont exclus du régime des armes et munitions civiles :  
la fabrication, la transformation, l'importation, l'acquisition, la détention, le transfert, le port et le transport des armes à feu, classées armes de guerre, leurs pièces, éléments et munitions ;  
la fabrication, la transformation, l'importation, l'acquisition,

la détention, le transfert, le port et le transport des armes à feu, munitions, poudres et explosifs affectés aux corps de troupes militaires et paramilitaires, ainsi que la construction et l'exploitation des stands de tir, propriétés desdits corps ;  
les armes à feu non perfectionnées et leurs composantes.

**Article 4 :** Aux termes du présent décret, on entend par :  
arme à feu : toute arme d'épaule ou de poing, perfectionnée ou non, capable d'employer la force explosive de la poudre ;

arme d'épaule civile : une arme à feu que l'on épaule pour tirer, utilisée pour la chasse au gibier, la chasse sportive ou lors des manifestations foraines, et non classée comme arme de guerre ;

arme de poing civile : une arme à feu qui se tient par une poignée pistolet, qui ne peut pas être épaulée, et non classée comme arme de guerre ;

arme à feu perfectionnée : toute arme à feu de fabrication industrielle ou artisanale, utilisant des munitions de type industriel moderne ;

arme de guerre : toute arme à feu à canon rayé ou lisse, ses munitions et éléments conçus pour ou destinés à la guerre terrestre, navale et aérienne ;

arme à feu non perfectionnée : toute arme à feu, de fabrication artisanale, n'offrant aucune possibilité d'utilisation de munitions de type moderne, notamment les armes à pierre ou à piston ;

munitions : ensemble des éléments destinés à être tirés ou lancés par les moyens d'une arme à feu ou par simple compression ;

aérosol : conditionnement permettant de projeter une suspension de particules très fines, solides ou plus souvent liquides dans un gaz ;

arme à air comprimé : toute arme d'épaule ou de poing, non perfectionnée, fonctionnant avec de l'air comprimé pour lancer ou tirer des projectiles autres que les munitions utilisées par les armes à feu civiles ;

arme de collection : toute arme historique et/ou modifiée, rendue inapte au tir de toutes munitions ;

collectionneur : toute personne physique ou morale qui acquiert plus de cinq armes civiles destinées à la collection ;

stand de tir : tout endroit ou espace aménagé pour le tir de précision à la cible à l'aide d'arme à feu.

**Article 5 :** La fabrication, la transformation, l'importation, l'acquisition, la détention, la collection et le transfert des armes à feu visées à l'article 4 ci-dessus, sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre de la Sécurité.

**Article 6 :** L'acquisition, la détention, la collection et le port à titre personnel d'arme à feu ou à air comprimé sont pré-

cisés par arrêté du Ministre de la Sécurité.

**Article 7 :** Nul ne peut, à quelque titre et pour quelque besoin que ce soit, fabriquer, transformer, importer, acquérir, détenir, collectionner, transférer, porter sur soi une arme à feu, ses éléments et munitions, construire ou exploiter un stand de tir s'il n'a atteint l'âge de la majorité.

## **TITRE II : CONDITIONS GENERALES D'ACQUISITION D'ARME A FEU ET DES MUNITIONS**

### **CHAPITRE I : CONDITIONS D'ACQUISITION D'ARME A FEU**

**Article 8 :** L'acquisition d'arme à feu ou de ses pièces et éléments se fait par montage à partir des pièces détachées, achat, échange, donation, legs ou héritage.

**Article 9 :** Nul ne peut acheter une arme à feu ou bénéficier par échange, don, héritage ou legs, s'il n'est titulaire d'une licence appelée « Autorisation d'achat d'arme à feu ».  
L'autorisation d'achat d'arme à feu est personnelle.

**Article 10 :** L'autorisation d'achat d'arme à feu est un document signé du Ministre de la Sécurité au profit d'une personne physique ou morale en vue de lui permettre d'acquérir une arme à feu.

L'autorisation d'achat d'arme à feu vaut permis d'importation.

**Article 11 :** L'obtention de l'autorisation d'achat d'arme à feu est conditionnée au dépôt d'un dossier de demande à l'adresse du Ministre de la Sécurité sous le couvert du service de police territorialement compétent ou de l'autorité administrative locale dans les localités où il n'existe pas de service de Police.

**Article 12 :** Tout dossier de demande d'autorisation d'achat d'arme à feu doit comprendre :  
une demande sur un formulaire à acquérir auprès du service de Police compétent au prix de mille (1.000) francs ;

le formulaire est revêtu d'un timbre fiscal d'une valeur de quinze mille (15.000) francs pour les armes d'épaule, vingt cinq mille (25.000) francs pour les armes de poing de calibre inférieur ou égal à 7,65mm, cinquante mille (50.000) francs pour les armes de poing de calibre supérieur à 7,65mm ;

une photocopie légalisée de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité ;

un extrait de casier judiciaire de moins de trois (03) mois de date ;

un extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;

un certificat de résidence ;

deux (02) photos d'identité.

Lorsque le demandeur est déjà détenteur d'une arme à feu, mention doit être faite sur la demande à laquelle est jointe une copie du permis de détention et de port d'arme.

Un récépissé est remis au demandeur pour lui servir de preuve de dépôt de son dossier.

**Article 13 :** Les demandes d'autorisation d'achat d'arme à feu formulées par les personnes morales publiques et privées sont libellées sur papier libre et doivent faire mention de la raison sociale, du siège social, des références du texte de création et des documents fiscaux s'il y a lieu, ainsi que des noms, prénoms, nationalité et adresse complète de leur représentant. Elles sont timbrées au nombre et types d'armes requises.

Cependant, pour les personnes physiques et morales agréées en qualité de commerçants d'armes, elles devront revêtir des timbres fiscaux d'une valeur forfaitaire de quarante cinq mille (45.000) francs pour les commandes portant sur les armes d'épaules et soixante quinze mille (75.000) francs pour celles portant sur les armes de poing.

**Article 14 :** Les demandes d'autorisation d'achat d'arme à feu donnent lieu à des enquêtes de moralité sur les requérants, menées par les services de Police de leurs lieux de résidence.

Pour les personnels des corps militaires, paramilitaires, les magistrats et certains agents publics en raison de leur fonction, la demande est faite sur un formulaire à acquérir auprès du service de police compétent au prix de mille (1.000) francs.

La demande est accompagnée de l'acte de naissance et du certificat de présence au corps au nom de l'intéressé, avec les avis motivés des supérieurs hiérarchiques.

**Article 15 :** Les dossiers de demande d'autorisation d'achat d'arme à feu sont soumis à la décision du Ministre de la Sécurité. Celui-ci peut pour des raisons objectives, réserver une suite défavorable à la requête. Dans ce cas, le demandeur en est avisé.

En cas d'accord, le service compétent chargé des armes et des munitions civiles soumet à la signature du Ministre de la Sécurité, l'autorisation sous forme d'imprimé en exemplaire unique.

**Article 16 :** L'autorisation d'achat d'arme à feu doit contenir, sous peine de nullité :

les noms, prénoms et adresse complète du bénéficiaire ;

les caractéristiques de l'arme ;

le numéro d'ordre ;

le numéro d'identification personnel ;

la date de délivrance ;

la signature et le cachet du Ministre de la Sécurité.

**Article 17 :** L'autorisation d'achat d'arme à feu est d'une validité de six (06) mois.

A l'expiration de ce délai, lorsque l'arme n'a pas été acquise, une prorogation non renouvelable de durée égale peut être accordée au bénéficiaire sur sa demande timbrée à la valeur des timbres nécessaires pour l'acquisition de l'arme. Elle est adressée au Ministre de la Sécurité sous le couvert du service de Police compétent du lieu de résidence du demandeur ou de l'autorité administrative, dans les localités où il n'existe pas de service de police, accompagnée de l'original de l'autorisation d'achat d'arme à feu.

A l'expiration de ce second délai, lorsque l'arme n'est pas

acquise, le demandeur introduit un nouveau dossier conformément à l'article 12 du présent décret.

**Article 18 :** En cas d'acquisition de l'arme, l'acquéreur est tenu de la présenter au Maire territorialement compétent pour la délivrance d'un permis de détention sur remise de l'autorisation d'achat qui est conservée avec la souche du permis de détention.

**Article 19 :** Le permis de détention et le permis de port d'arme le cas échéant, constituent les documents essentiels de l'arme civile à présenter à toute réquisition des services compétents chargés du contrôle.

**Article 20 :** Pour les personnes physiques et morales agréées en qualité de commerçants d'armes à feu, ainsi que les services publics et entreprises privées, l'autorisation d'achat d'arme est accordée par arrêté après enquête administrative.

L'arrêté ministériel est d'une validité d'un (01) an et vaut pour une commande unique des quantités et spécifications des armes et munitions sollicitées.

**Article 21 :** Lorsque l'arme est acquise hors du Burkina Faso, les formalités de dédouanement ne se font qu'au vu de l'autorisation d'achat d'arme à feu en cours de validité au moment de l'acquisition.

## **CHAPITRE II : LE PERMIS DE DETENTION D'ARME A FEU**

**Article 22 :** Le permis de détention est une autorisation administrative qui donne droit aux personnes physiques de détenir une arme à feu civile préalablement acquise.

Il est délivré par le Maire territorialement compétent sur formulaire fourni par l'administration, sur présentation de l'arme et de l'autorisation d'achat d'arme.

Il indique obligatoirement les caractéristiques de l'arme, les noms, profession et adresse du titulaire ainsi que le numéro et la date de l'autorisation d'achat d'arme.

Une copie du permis est transmise au service de police territorialement compétent.

**Article 23 :** Le permis de détention est strictement lié à l'arme et à l'acquéreur de l'arme. Il ne peut être échangé ni utilisé pour la détention d'une autre arme.

En cas de changement de propriétaire de l'arme, le permis de détention est joint au permis de port d'arme pour constituer le dossier de transfert.

**Article 24 :** Le permis de détention ne donne pas droit au port d'arme qui reste soumis aux dispositions des articles 31 à 34 du présent décret.

**Article 25 :** Le permis de détention est délivré aux personnes physiques ou morales agréées en qualité de commerçants d'armes à feu ainsi qu'à certains services publics et entreprises

privées par arrêté du Ministre de la Sécurité, sur demande timbrée à dix mille (10 000) francs et sur présentation des armes ou des reçus d'achat desdites armes.

Il permet à son titulaire de détenir à titre de propriété les armes à feu, leurs pièces, éléments ou munitions acquis dans un but commercial ou pour un usage de service.

**Article 26 :** Tout permis de détention d'arme à feu délivré à une personne physique ou morale agréée en qualité de commerçant d'armes à feu, à un service public ou une entreprise privée doit préciser le ou les lieux de dépôt ou d'entreposage.

Pour les services et entreprises, le dépôt ou l'entreposage a lieu dans leurs magasins et boutiques.

**Article 27 :** Les munitions pour arme à feu et les explosifs ou matériaux entrant dans leur composition sont entreposés dans les locaux appropriés agréés par les services techniques.

**Article 28 :** Tout depositaire d'armes à feu tient un registre spécial de ses opérations.

Ce registre est coté et paraphé par le Commissaire de police territorialement compétent. Il retrace les mouvements d'armes et précise :

pour les entrées, le numéro d'ordre et la date de l'opération, les références de l'opération d'achat, les caractéristiques et les quantités des armes ;

pour les sorties, le numéro et la date de l'opération, les références de l'autorisation administrative, les noms, prénoms et adresse complète de l'acheteur.

**Article 29 :** Le registre visé à l'article 28 ci-dessus est soumis au contrôle trimestriel obligatoire par les services de sécurité qui dressent à cet effet un procès-verbal destiné au Ministre de la Sécurité. Une copie est laissée à l'autorité ayant paraphé le registre.

Il est en outre ouvert à tout corps de contrôle.

Nonobstant ces dispositions, il est fait obligation aux Maires d'en dresser un état récapitulatif trimestriel au Haut-commissaire territorialement compétent.

**Article 30 :** La mauvaise tenue des registres des armes et munitions civiles entraîne la suspension de l'agrément de commerçant d'armes à feu et de munitions et la fermeture provisoire du dépôt.

La récidive entraîne le retrait définitif de l'agrément de commerçant d'armes à feu et de munitions et la fermeture définitive du dépôt.

## **CHAPITRE III : LE PERMIS DE PORT D'ARME A FEU**

**Article 31 :** Le permis de port d'arme à feu est une autorisation administrative qui donne droit à son titulaire de porter sur lui l'arme qui en est l'objet.

Il est délivré par le Ministre de la sécurité au vu des pièces administratives ci-après :  
un formulaire de demande fourni par l'administration à acquérir au prix de cinq mille (5.000) francs auprès du service de police compétent et revêtu d'un timbre fiscal de mille (1.000) francs ;  
un permis de détention ;  
un reçu d'achat ou tout autre titre de propriété ;  
deux (02) photographies d'identité.

Il doit indiquer obligatoirement les noms, numéro d'identification personnel, profession et adresse du titulaire, le numéro et la date du permis de détention ainsi que les caractéristiques de l'arme.

**Article 32** : L'obtention du permis de port d'arme est subordonnée à la présentation de l'arme et du permis de détention au service compétent chargé des armes et munitions des départements et communes.

**Article 33** : Le permis de port d'arme est strictement personnel. Il ne peut être cédé, ni prêté.

Il doit être présenté à toute autorité ou agent de contrôle compétent.

Il est délivré un permis distinct pour chaque arme.

Cependant pour les services publics ou entreprises privées, le permis peut être délivré pour toutes les catégories d'armes en usage au sein du service ou de l'entreprise.

La liste desdites armes doit figurer sur le permis.

**Article 34** : Le port de toute arme à feu sans permis est prohibé. Est également prohibé le port d'arme à feu même avec permis, dans un lieu ouvert au public et dans des conditions susceptibles de troubler la paix publique ou d'intimider autrui.

**Article 35** : A la demande des administrations publiques compétentes et des missions diplomatiques, une autorisation temporaire d'importation, de détention et de port d'arme à feu est délivrée par arrêté du Ministre de la Sécurité aux personnels de sécurité chargés de mission d'accompagnement de personnalité étrangère en voyage officiel.

**Article 36** : A la demande de l'autorité diplomatique compétente, une autorisation de port permanent d'arme à feu est délivrée par arrêté du Ministre de la sécurité aux personnels chargés de la sécurité des personnalités des missions diplomatiques établies au Burkina.

L'autorisation de port permanent est individuelle. Elle précise les caractéristiques d'identification de l'arme, l'identité et l'adresse de la personne à laquelle elle est destinée.

#### **CHAPITRE IV : L'AUTORISATION D'ACHAT ET DE DETENTION DE MUNITIONS**

**Article 37** : Nul ne peut acheter et/ou détenir une munition

civile s'il n'est possesseur d'une arme à feu ou s'il n'a été autorisé par le Ministre de la Sécurité.

**Article 38** : Les munitions pour arme à feu sont vendues au Burkina Faso, exclusivement aux détenteurs d'armes régulièrement inscrits aux rôles des armes et titulaires de permis d'achat, de permis de détention ou de port d'arme.

**Article 39** : Il est fait obligation au vendeur agréé, de tenir un registre récapitulatif des ventes de munitions avec indication des dates et quantité vendue, l'identité des clients ainsi que des autorisations nécessaires ayant servi à la transaction.

Ce registre est coté et paraphé par le Commissaire de police territorialement compétent. Il est soumis au contrôle trimestriel obligatoire des services de sécurité habilités, qui dressent à cet effet un procès-verbal destiné au Ministre de la Sécurité dont une copie à l'autorité ayant paraphé le registre.

#### **TITRE III : FABRICATION, TRANSFORMATION, MONTAGE ET COMMERCE DES ARMES A FEU ET DES MUNITIONS.**

**Article 40** : Nul ne peut exercer les activités de fabrication, de transformation, de montage et de vente d'armes à feu et à air ou de leurs munitions s'il n'est inscrit au registre du commerce et s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le Ministre de la Sécurité.

L'obligation d'agrément s'étend à la fabrication, à la transformation, au montage, à l'achat et à la vente des composantes desdites armes et munitions ainsi que des appareils et outillages destinés à cet effet.

**Article 41** : L'agrément de fabricant ou de vendeur d'armes ou de munitions est une autorisation administrative délivrée par arrêté du Ministre de la Sécurité qui donne au détenteur le droit de fabriquer, de transformer, de monter ou de vendre des armes à feu, leurs pièces, éléments ou munitions.

**Article 42** : Le dossier de demande d'agrément doit comprendre :

**\* Pour les fabricants, réparateurs et vendeurs d'armes à feu.**

une demande sur formulaire à acquérir auprès des services de police, revêtu de timbres fiscaux de cinquante (50.000) francs indiquant les nom, prénoms, nationalité, profession et adresse complète du requérant ;

s'il s'agit d'une personne morale ou d'un commerçant, la demande doit faire mention de la raison sociale, du siège social, ainsi que des nom, prénoms, nationalité, et adresse complète de leur représentant ;

une photocopie légalisée de la pièce d'identité ;

un extrait de casier judiciaire de moins de trois (03) mois de date ;

un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif d'acte de naissance ;

un certificat de résidence ;

un certificat d'inscription au registre du commerce ;

une attestation fiscale ;

un reçu de versement d'une somme forfaitaire de soixante quinze mille (75.000) francs CFA délivré par les services du Trésor.

**\* Pour les vendeurs de munitions**

une demande sur formulaire à acquérir auprès des services de police, revêtue de timbres fiscaux de vingt cinq mille (25.000) francs indiquant les nom, prénoms, nationalité, profession et adresse complète du requérant ;  
s'il s'agit d'une personne morale ou d'un commerçant, la demande doit faire mention de la raison sociale, du siège social, ainsi que des nom, prénoms, nationalité et adresse complète de leur représentant ;  
une photocopie légalisée de la pièce d'identité ;  
un extrait de casier judiciaire de moins de trois (03) moins de date ;  
un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif d'acte de naissance ;  
un certificat de résidence ;  
deux (02) photos d'identité récentes ;  
un certificat d'inscription au registre du commerce ;  
une attestation fiscale ;  
un reçu de versement d'une somme forfaitaire de vingt cinq mille (25.000) francs CFA délivré par les services du Trésor.

**Article 43 :** La demande d'agrément est adressée au Ministre de la Sécurité et déposée sous le couvert du service de police territorialement compétent ou de l'autorité administrative, dans les localités où il n'existe pas de service de police, qui la transmet, accompagnée du rapport d'une enquête de moralité effectuée sur le requérant.

En cas de suite favorable, il est délivré au demandeur un agrément signé du Ministre de la Sécurité. Il est renouvelable tous les trois (03) ans sur présentation d'une demande timbrée à la valeur des timbres de la demande initiale, du reçu de versement de la somme forfaitaire de soixante quinze mille (75.000) ou de vingt cinq (25.000) francs CFA selon le cas et de l'original du précédent agrément.

**Article 44 :** L'agrément de fabricant, de commerçant d'armes et de munitions, l'autorisation d'achat, de détention ou de port d'arme à feu peut être retiré par les autorités qui les ont délivrés dans les cas suivants :

condamnation pour infraction à la réglementation en vigueur en matière d'arme ou de chasse ;  
condamnation pour vol à main armée ;  
condamnation pour assassinat ou tentative d'assassinat ;  
confiscation ou retrait de l'arme sur décision judiciaire ;  
refus d'acquitter les droits et taxes ;  
fermeture définitive du dépôt d'armes ou de munitions par mesure administrative ;  
raisons objectives de sécurité.

**TITRE IV : TRANSFERT D'ARME A FEU**

**Article 45 :** Nul ne peut transférer ou céder à titre gratuit ou onéreux l'arme dont il est régulièrement propriétaire sans une autorisation préalable du Ministre de la Sécurité.

**Article 46 :** Le transfert d'arme à feu, au sens des dispositions du présent décret comprend les ventes, échanges, donations ou mutations par suite de décès.

**Article 47 :** En cas de vente ou de don d'une arme à feu, le vendeur ou le donateur adresse au Ministre de la Sécurité, une demande timbrée à la valeur des timbres exigée pour une demande d'achat d'arme à feu, à laquelle il est joint le permis de détention d'arme et le permis de port d'arme le cas échéant ainsi que les reçus de paiement des droits et taxes des trois (03) dernières années qui lui sont retournés en cas de refus d'autorisation de vente ou de refus de cession gratuite.

L'acquéreur, s'il n'est pas titulaire d'autorisation d'achat d'arme, adresse au Ministre de la Sécurité, un dossier complet de demande d'autorisation d'achat d'arme tel que stipulé à l'article 12 du présent décret.

Les deux (02) dossiers sont transmis en même temps par l'autorité administrative du lieu de résidence du détenteur de l'arme au Ministre de la Sécurité après enquête de moralité sur l'acquéreur.

**Article 48 :** En cas de décès du titulaire d'un permis de port d'arme, l'héritier dispose d'un délai de trois (03) mois à compter de la date de dévolution de la succession pour demander le transfert de propriété de l'arme considérée à son nom.

La demande, accompagnée du certificat d'hérédité et du permis de détention est adressée au Ministre de la Sécurité sous le couvert du service de police territorialement compétent qui y aura annexé un rapport d'enquête de moralité.

Lorsque l'héritier ne remplit pas les conditions pour obtenir le transfert, l'arme sera déposée au service des armes et tenue à la disposition des héritiers durant une période de trois (03) ans pendant laquelle ils assureront, sous le contrôle de l'autorité compétente, l'entretien ou la vente soit par un Officier ministériel soit à l'amiable à un acquéreur dûment autorisé.

**Article 49 :** En cas d'échange d'arme à feu, les intéressés adressent chacun une demande timbrée à la valeur des timbres exigée pour les autorisations d'achat d'arme, au Ministre de la Sécurité, à laquelle sont joints leurs permis de détention d'arme.

L'autorisation d'échange donne lieu à l'établissement de nouveaux permis de détention d'arme pour chacune des parties.

**Article 50 :** Les opérations d'échanges d'armes à feu constituent une double vente et sont soumises aux formalités d'enregistrement et de timbre.

**TITRE V : AUTORISATION TEMPORAIRE D'IMPORTATION D'ARME A FEU ET DE MUNITIONS DE CHASSE**

**Article 51 :** Des autorisations d'importation temporaire d'arme et de munitions de chasse peuvent être accordées aux chasseurs, touristes et fonctionnaires étrangers désireux d'apporter leurs moyens de chasse pour leur séjour au

Burkina Faso.

Ces autorisations sont établies par arrêté du Ministre de la Sécurité après visa du Ministre chargé de la Chasse pour des périodes n'excédant pas trois (03) mois. Elles valent autorisation de détention et permis de port d'arme.

**Article 52** : Il est fait obligation aux chasseurs touristes étrangers de réexporter les fusils de chasse et le reste des munitions temporairement importés dès la fin de l'activité de chasse touristique.

**Article 53** : Les demandes d'autorisation prévues au titre V ci-dessus sont revêtues d'un timbre fiscal de vingt cinq mille (25 000) francs.

**Article 54** : Des autorisations d'importations temporaires d'armes et de munitions peuvent également être accordées aux personnels chargés de la protection rapprochée des personnalités étrangères en séjour au Burkina Faso par arrêté du Ministre de la Sécurité pour le temps couvrant le séjour desdites personnalités.

#### **TITRE VI : TRANSPORT D'ARME A FEU, DES MUNITIONS ET DES EXPLOSIFS**

**Article 55** : Le transport des armes à feu, des munitions et des explosifs d'une province à une autre ou à l'intérieur d'une même province est soumis au visa préalable des autorités provinciales.

Le permis de détention défini à l'article 22 du présent décret vaut autorisation de transport.

L'autorisation de transport est visée par le Haut-commissaire ou le Préfet de destination qui avise le service de police territorialement compétent.

L'autorisation de transport doit être présentée à toute réquisition de l'administration, des brigades mobiles des douanes et des forces de sécurité.

#### **TITRE VII : LES STANDS DE TIR**

**Article 56** : Nul ne peut construire ni exploiter un stand de tir s'il n'est titulaire d'une autorisation du Ministre de la Sécurité.

**Article 57** : Tout dossier de demande de construction ou d'exploitation de stand de tir doit comprendre :

- une demande sur papier libre timbrée à cinquante mille (50.000) francs et indiquant les nom, prénoms, nationalité, profession et adresse complète du requérant ;
- un plan d'implantation du stand ;
- une fiche technique ;
- un règlement d'emploi du stand.

Le dossier est adressé au Ministre de la Sécurité sous le couvert de l'autorité administrative du lieu d'implantation qui émet un avis motivé au vu des résultats d'une enquête de

moralité menée sur le requérant et les gérants, et des avis techniques des services compétents de la sécurité civile et publique.

Après étude, le service des armes et munitions civiles soumet à la signature du Ministre, un projet d'arrêté portant autorisation de construction et d'exploitation de stand de tir.

**Article 58** : Sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal en matière de construction et d'exploitation de stand de tir, la fermeture du stand de tir est prononcée d'office dans les cas suivants :

- construction et exploitation de stand de tir sans autorisation ;
- fréquentation de stand de tir par des personnes non autorisées ;
- condamnation de l'exploitant pour infraction à la réglementation en vigueur en matière d'arme ;
- condamnation de l'exploitant pour vol à main armée, assassinat ou tentative d'assassinat ;
- refus d'acquitter les droits et taxes.

#### **TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**Article 59** : En cas de perte ou de vol d'une arme à feu, ses pièces, éléments ou munitions, d'une autorisation d'achat d'arme à feu, d'un permis de port ou de détention d'arme à feu, l'intéressé doit en faire la déclaration dans les quinze (15) jours aux autorités de police, de Gendarmerie ou de la circonscription administrative du lieu de perte ou de vol ou du lieu de constat de la disparition du document.

**Article 60** : Le document perdu ou volé ayant fait l'objet de déclaration restée un (01) mois sans effet, donne lieu à la délivrance d'un duplicata équivalent dans les conditions prévues à l'article 12 du présent décret.

**Article 61** : Un arrêté ministériel précise la forme et le contenu des autorisations d'achat d'armes, des permis de détention et de port d'armes, des duplicata ainsi que des formulaires de demandes de ces documents.

**Article 62** : A titre transitoire et pour une période de douze (12) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, les armes à feu acquises antérieurement doivent être présentées au Maire territorialement compétent en vue de l'obtention d'un permis de détention dont les modalités de délivrance sont fixées par arrêté.

**Article 63** : Toute condamnation prononcée en application du présent décret entraîne la confiscation du corps du délit et le retrait des permis par les autorités qui les ont délivrés.

**Article 64** : Les infractions aux dispositions du présent décret sont celles prévues et punies par les textes en vigueur.

**Article 65** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°2001-268/PRES/PM/SEC/MATD/MEF/ DEF/MEE/MJPDH du 08 juin 2001 portant régime des armes et munitions civiles au Burkina Faso.

**Article 66** : Le Ministre de la sécurité, le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le Ministre de l'économie et des finances, le Ministre de la défense, le Ministre de l'environnement et du cadre de vie, le Ministre de la justice et le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

**Le Premier Ministre**  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'administration territoriale  
et de la décentralisation

**Clément Pengdwendé SAWADOGO**

Le Ministre de la sécurité

**Emile QUEDRAOGO**

Le Ministre de l'économie et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de la défense

**Yéro BOLY**

Le Ministre de la justice, garde des sceaux

**Zakalia KOTE**

Le Ministre de l'environnement et du cadre de vie

**Salifou SAWADOGO**

Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise  
et de l'artisanat

**Mamadou SANOU**

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE  
ET DE L'ALPHABETISATION**

***DECRET N° 2009-287/PRES/PM/MEBA portant rectificatif au décret n° 2007-713/PRES/ PM/MEBA du 7 novembre 2007 portant nomination de Directeurs provinciaux.***

**ARTICLE 1** : Les articles 5 et 7 du décret n° 2007-713/PRES/PM/MEBA du 7 novembre 2007 portant nomination de Directeurs provinciaux sont rectifiés ainsi qu'il suit :

**AU LIEU DE :**

**ARTICLE 5** : Monsieur Edmond BATIGA, Mle 11 996 X, Conseiller d'administration scolaire et universitaire est nommé Directeur provincial de l'enseignement de base et de l'alphabétisation du Ziro .

**ARTICLE 7** : Monsieur Tinlé BELEMLILGA, Mle 17 703 M, Conseiller d'administration scolaire et universitaire est nommé Directeur provincial de l'enseignement de base et de l'alphabétisation du Ganzourgou.

**LIRE :**

**ARTICLE 5** : Monsieur Adounga Edmond BATIGA, Mle 11 966 X, **Inspecteur de l'enseignement du premier degré** est nommé Directeur provincial de l'enseignement de base et de l'alphabétisation du Ziro.

**ARTICLE 7** : Monsieur Tinlé BELEMLILGA, Mle 17 703 M, **Inspecteur de l'enseignement du premier degré** est nommé Directeur provincial de l'enseignement de base et de l'alphabétisation du Ganzourgou.

**Le reste sans changement**

**ARTICLE 2** : Le Ministre de l'enseignement de base et de l'alphabétisation est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés et sera publié au Journal Officiel du Faso.

**MINISTERE DU COMMERCE, DE LA PROMOTION  
DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT**

***DECRET N° 2009-285/PRES/PM/MCPEA/MEF du 8 mai 2009***

**ARTICLE 1** : Monsieur Abdoul Karim K. OUATTARA, Mle 39 666 D, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur de l'Administration et des finances du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO).

**ARTICLE 2** : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et sera publié au Journal Officiel du Faso.

***DECRET N° 2009-296/PRES/PM/MCPEA/MEF du 8 mai 2009***

**ARTICLE 1** : Monsieur Evariste MILLOGO, Mle 58 423 N, Administrateur des services financiers, est nommé Administrateur représentant l'Etat au titre du Fonds burkinabè de développement économique et social au conseil d'administration de la Société des fibres textiles (SOFITEX) pour un premier mandat de trois (03) ans.

**ARTICLE 2** : Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.



**DECRET N° 2009-297/PRES/PM/MCPEA du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Sont nommées Administrateurs au conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur (ONAC) pour une période de trois (03) ans renouvelable une fois, les personnes dont les noms suivent :

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT L'ETAT**

**Au titre du Ministère de l'économie et des finances :**  
Monsieur Alain Téléphore ZONGO, Mle 17 992 B, Inspecteur des Impôts.

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO**

Monsieur Evariste KY, Mle 2 319 159 H, Gestionnaire des entreprises.

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE CONSEIL BURKINABE DES CHARGEURS :**

Monsieur Tissa Mathias BAMBARA, Mle 16 704 A, Conseiller des affaires économiques.

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LA FEDERATION NATIONALE DES EXPORTATEURS DU BURKINA :**

Monsieur Cyprien FAHO.

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE SYNDICAT DES COMMERÇANTS IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS DU BURKINA :**

Monsieur Sékou HAÏDARA .

**ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE PERSONNEL :**

Monsieur Péguédebwaoga Justin COMPAORE , Mle 9094, comptable.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

**MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE****DECRET N° 2009-290/PRES/PM/MASSN/ MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Karim SANKARA, Mle 82 008 B, élève inspecteur d'éducation spécialisée, est nommé Administrateur représentant les élèves au Conseil d'administration de l'Institut national de formation en travail social (I.N.F.T.S.) pour la durée de son mandat de délégué général.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

**MINISTERE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES  
DE L'INFORMATION  
ET DE LA COMMUNICATION****DECRET N°2009-291/PRES/PM/MPTIC/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Cyriaque PARE, Mle 32 105 K, Conseiller de presse et techniques de l'information et de la communication, est nommé Administrateur représentant l'Etat au titre du Premier Ministère au Conseil d'administration de l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (ARTEL) pour un premier mandat de trois (03) ans renouvelable une fois.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

**DECRET N° 2009-292/PRES/PM/MPTICMCPEA/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Le mandat de monsieur Achille PARE, Mle 1 544, Contrôleur de services postaux et financiers, Administrateur représentant les travailleurs au conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONA-POST), est renouvelé pour une dernière période de trois (03) ans.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication, le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat, le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

**MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS****DECRET N° 2009-298/PRES/PM/MSL/MEF du 8 mai 2009**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Boukaré ZOUNGRANA, Officier de gendarmerie, est nommé membre du Conseil de gestion du fonds national pour la promotion du sport et des loisirs en remplacement de monsieur Salif OUEDRAOGO dont il ter-

mine le mandat.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre des sports et des loisirs et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES

*L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces et avis publiés sous cette rubrique par les particuliers*

*Récépissé de déclaration d'existence n° 94-278/MAT/SG/DGAT/DLPJ du 03 octobre 1994. Le Ministre de l'Administration Territoriale, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **MISSION BIBLIQUE D'INTERCESSION ET D'EVANGELISATION** » (M.B.I.E.)

**SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

**OBJET :** La M.B.I.E. en tant que Mission Biblique, a pour objet la prédication de l'Evangile de Jésus-Christ, Sauveur et Seigneur, et l'enseignement des saintes écritures connues sous le nom de Bible.

Elle a aussi pour objet : la réalisation d'œuvres socioéconomiques pour une modeste contribution au processus du développement économique, sociale et culturel du Burkina Faso, notamment dans les domaines : hydraulique, agro-pastoral, alphabétisation etc...

favoriser toute action comme d'évangélisation pouvant amener un rapprochement entre membres de diverses dénominations chrétiennes ;

inciter les membres à vivre pleinement selon l'évangile et développer l'amour fraternel de l'unité spirituelle entre eux ; mettre en place les églises partout où cela s'avère nécessaire, former et ordonner les Ministres du culte pour ces congrégations.

Bureau exécutif de l'Association « M.B.I.E. » issu de l'assemblée générale constitutive tenue le 24 juillet 1994 :

Président : Mahamoudou Patrice TIENDREBEOGO, 09 BP Ouagadougou 09

Vice-président : Emile OUEDRAOGO, S/C de Patrice TIENDREBEOGO, 09 BP 790 Ouagadougou 09

Secrétaire général : Mahamady Nataniël OUEDRAOGO, S/C de M. Patrice TIENDREBEOGO, 09 BP 790 Ouagadougou 09

Secrétaire général adjoint : Poko Philippe ZAGRE, S/C de ZAGRE K. Félix, 01 BP 19 Ouagadougou 01

Trésorier général : Moussa Abdias BANCE, S/C de NACOULMA Jean Lambert, 01 BP 4815 Ouagadougou 01

Trésorier général adjoint : Somayla Marcel KIENDRE-BEOGO, instituteur à Tampoussoum di dép/de Komki Ipala

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2001-218/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 23 avril 2001. Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE** », en abrégé (A.L.C.P)

**SIEGE SOCIAL : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

**OBJET :** L'Association de Lutte Contre la Pauvreté (ALCP) poursuit les objectifs suivants :

la promotion des petites coopératives, des petites unités de production et de la solidarité des peuples par la réalisation d'activités socio-économiques essentiellement non lucratives dans les domaines suivants :

éducation et santé ;  
formation ;  
hydraulique ;  
Assistance sociale ;  
Agropastorale ;  
Environnement.

La recherche de sources de financement pour la réalisation des projets ci-dessus énumérés ;  
Promouvoir les rapports fructueux de collaboration entre ses membres.

Le Bureau Exécutif issu de l'Assemblée générale Constitutive tenue le 18 mars 2001 à Ouagadougou se compose comme suit :

Président : SAWADOGO Salam, 01 BP 1168 Ouagadougou 01, tél. 60 20 77

Secrétaire général : OUIBGA Rasmané, S/C 09 BP 408 Ouagadougou 09, tél. 31 78 59

Secrétaire général adjoint : ILBOUDO Boubacar, S/C 01 BP 7192 Ouagadougou 01, tél. 31 77 37

Secrétaire chargé des questions de la pauvreté : NACOULMA Jean Noël, S/C BP 429 Ouagadougou, tél. 33 27 94

Secrétaire à l'organisation : NIKIEMA Pascal, S/C BP 429 Ouagadougou, tél. 31 13 20

Secrétaire aux relations extérieures et à la Coopération : OUEDRAOGO Madi, BP 1148 Ouagadougou, tél. 30 65 52

Secrétaire aux affaires sociales et culturelles : DEME Aminata, S/C 01 BP 4096 Ouagadougou 01, tél. 31 79 50

Secrétaire chargé du Suivi des Projets : KERE Eric, S/C BP 11480 Ouagadougou

Secrétaire chargé de la femme : SAWADOGO Hafissatou, tél. 60 20 77 Ouagadougou

Trésorier général : RABO Cyrille, 01 BP 4096 Ouagadougou 01, tél. 31 79 50

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2008-144/MATD/RSHL/PUDL/HC/GG du 10 novembre 2008. Le Haut-commissaire de la Province de l'Oudalan, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **TANFO DE TIN-AKOFF** »

**SIEGE SOCIAL : Tin-Akoff, Province de l'Oudalan**

**OBJET : L'Association TANFO DE TIN-AKOFF** poursuit les objectifs suivants :

obtenir l'éclosion et l'épanouissement de l'esprit d'initiative et de créativité chez tout membre ;  
créer et entretenir les meilleures relations de solidarité et coopération entre ses membres de même qu'entre l'A.T.T. et d'autres associations ainsi que toutes les bonnes volontés ;  
allouer des aides aux personnes vulnérables telles que : les orphelins, veuves, les familles victimes d'incendie ou d'inondation etc ;  
intervenir dans le domaine de la santé ;  
aider dans la récupération des terres dégradées et le reboisement

Le bureau de l'Association **TANFO de Tin-Akoff** issu des élections de l'assemblée générale du 10 juin 2008 se compose comme suit :

Président : Yahya Ag Ahmoudou, cultivateur à Tin-Akoff  
Vice- Président : Abdouramane Ould Amet Talib, éleveur à Tin-Akoff  
Secrétaire général : Cheik Ould Amed Talib, Commerçant à Tin-Akoff  
Secrétaire général adjoint : Sagdoudine Ag Ibrahim, cultivateur à Kacham-Est  
Trésorier : Elmamoune Ag Féréby, cultivateur à Tin-Akoff  
Trésorier adjoint : Albacher Ag Akmoudou, cultivateur à Tin-Rhassane I  
Secrétaire à l'organisation : Almahdi Ag Akmoudou, cultivateur à Tin-Rhassane I  
Secrétaire à l'organisation adjoint : Alhassane Ag Bocha, cultivateur à Tin-Rhassane I  
Secrétaire à l'information : Erzagnag Ag Assaleh, cultivateur à Tin-Rhassane I  
Secrétaire à l'information Adjoint : Amma Ag Alhalil, cultivateur à Tin-Rhassane I.

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-047/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 05 février 2009. Le Ministre de l'administration territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **FONDATION ANECCA BURKINA** »

Siège de l'Association : Ouagadougou, Province du Kadiogo

L'Association, **FONDATION ANECCA BURKINA** a pour objectifs de promouvoir l'épanouissement des enfants infectés par le VIH/SIDA ainsi que des femmes enceintes et des femmes en âge de procréer, de faire le plaidoyer pour un plus grand accès des communautés aux soins pédiatriques VIH.

La composition de l'organe dirigeant de l'association **FONDATION ANECCA BURKINA** est la suivante :

Présidente : ZOUNGRANA Alice, 01 BP 2343 Ouagadougou 01, tél. 78 82 31 60  
Secrétaire générale : OUEDRAOGO Sylvie, tél. 70 27 16 09  
Secrétaire générale adjointe : DAKOURE Liliane, tél. 78 82 78 52  
Trésorière générale : THIOMBIANO Brigitte, tél. 78 83 32 04  
Trésorière générale adjointe : SARE Marie, tél. 70 12 54 40  
Secrétaire Chargé de l'Information et de la Communication : NYAMEOGO Dominique, tél. 70 00 06 51  
Secrétaire adjoint Chargé de l'Information et de la Communication : GANOUE Cyrille, tél. 70 26 19 18

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-080/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 25 février 2009. Le Ministre de l'administration territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **LES VOISINS** »

Siège de l'Association : Ouagadougou, Province du Kadiogo

L'Association **LES VOISINS** a pour objectifs de :  
promouvoir les œuvres humanitaires ;  
promouvoir le respect et les droits des enfants sans discrimination ;  
promouvoir l'éducation et la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école ;  
contribuer à la lutte contre les maladies pandémiques et les fléaux sociaux ;  
lutter contre les violences basées sur le genre notamment celles faites aux femmes, aux enfants et aux vieillards ;  
promouvoir la santé et le bien-être de la population ;  
promouvoir l'épanouissement physique et moral des hommes et des femmes ;  
promouvoir la prise en charge des personnes en difficulté.

La composition de l'organe dirigeant de l'association **LES VOISINS** est la suivante :

Président : OUATTARA Moumouni, 09 BP 408 Ouagadougou 09  
Secrétaire général : KERE Sahrdo, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
Trésorier général : KOUANDA Idrissa KONE, 09 BP 408 Ouagadougou 09  
Conseiller Juridique : TIEMTORE Mahamadi, 01 BP 1817 Ouagadougou 01

Conseiller Economique et Financier : SAWADO Ali, 09 BP 408 Ouagadougou 09  
 Conseiller culturel : OUEDRAOGO Brahim, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseiller social : DABRE Moumouni, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseiller religieux : GUITTI Abdoulaye, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseillère aux Affaires Féminines : OUEDRAOGO/SANOGO Adiaratou, 09 BP 1817 Ouagadougou 09  
 Conseiller à l'Education et à l'Alphabétisation : NANIMA Oumar, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseiller à la Santé et à l'Hygiène : BOLY Coumbo, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseiller à la Promotion et à la Protection des Enfants : ISHOLA Moudassir, 01 BP 1817 Ouagadougou 01  
 Conseiller à la Jeunesse SABO Souleymane, 09 BP 408 Ouagadougou 09.

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-132/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 19 mars 2009. Le Ministre de l'administration territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES RESPONSABLES DE CABINETS DE SOINS PRIVÉS ET PARAMÉDICAUX », en abrégé APRCSP

Siège de l'Association : Ouagadougou, Province du Kadiogo

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES RESPONSABLES DE CABINETS DE SOINS PRIVÉS ET PARAMÉDICAUX a pour buts de :  
 faire assurer des soins de qualité aux malades dans le respect des textes en vigueur et de la déontologie ;  
 protéger ses membres dans l'exercice de leurs fonctions ;  
 encourager l'esprit de solidarité, de confraternité de ses membres.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES RESPONSABLES DE CABINETS DE SOINS PRIVÉS ET PARAMÉDICAUX est la suivante :

Président : SAWADO R. Stanislas, 02 BP 5102 Ouagadougou 02, tél. 50 48 24 18 / 78 85 94 39  
 Vice-Président : DERME Issa, BP 240 Koudougou, tél. 50 44 02 05 / 70 24 38 13  
 Secrétaire général : ZONGO Victor, 06 BP 10076 Ouagadougou 06, tél. 50 36 36 20 / 70 24 55 22  
 Secrétaire général adjoint : HIEN Thaddée, 09 BP 1229 Ouagadougou 09, tél. 50 36 96 00 / 70 16 99 21  
 Trésorier général : ILBOUDO Joseph, 01 BP 324 Ouagadougou 01, tél. 50 39 13 93 / 70 21 13 93  
 Trésorière générale adjointe : COULIBALY Marie, 06 BP 10074 Ouagadougou 06, tél. 50 35 78 83 / 76 64 43 27

Secrétaire à l'information et aux affaires sociales : SEGUE-NAM Saïdou, 04 BP 8586 Ouagadougou 04, tél. 50 43 29 94 / 70 28 57 18  
 Secrétaire adjoint à l'information et aux affaires sociales : THIOMBIANO François, 06 BP 10074 Ouagadougou 06, tél. 78 83 62 42 / 50 37 06 84  
 Secrétaire à l'organisation : HILBOUDO P. Patrice, 06 BP 10074 Ouagadougou 06, tél. 78 84 72 28 / 50 31 67 56  
 Secrétaire adjointe à l'organisation : OUEDRAOGO A. Bibiane, 06 BP 10074 Ouagadougou 06, tél. 50 33 18 83 / 78 87 93 77.

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-13/MATD/RHBS/PKND/HC du 25 mars 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Kénédougou, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « ASSOCIATION THOU-GE DE SAMOROGOUAN »

SIEGE SOCIAL : Samorogouan, Province du Kénédougou

**OBJET :** L'Association Thou-Gé de Samorogouan a pour objectifs :

- de promouvoir et développer l'esprit de solidarité et d'entraide entre les femmes ;
- de promouvoir et renforcer l'hygiène dans la Commune ;
- de favoriser la propreté du village ;
- de promouvoir les vertus morale de ses membres ;
- d'œuvrer à la formation des membres ;
- de contribuer aux objectifs de développement de la localité dans les limites de ses possibilités.

Noms, Prénoms et adresse des personnes actuellement chargées de l'administration et / ou de la direction de l'ASSOCIATION :

Présidente : TRAORE Gnago, ménagère à Samorogouan, tél. 76 70 28 72 / S/C TRAORE Mory Bougouzé  
 Secrétaire générale : TRAORE Finin, ménagère à Samorogouan  
 Trésorière : TRAORE Maténé, ménagère à Samorogouan  
 Trésorière adjointe : TRAORE Sita, ménagère à Samorogouan  
 Secrétaires à l'Information et à l'organisation :  
 TRAORE Fanta, ménagère à Samorogouan  
 TRAORE Djénéba, ménagère à Samorogouan  
 Commission chargée des affaires sociales :  
 TRAORE Salimata, ménagère à Samorogouan  
 SYLLA Karidia, ménagère à Samorogouan  
 TRAORE Maïmouna, ménagère à Samorogouan  
 Commissaires aux comptes :  
 OUATTARA Fatimata, ménagère à Samorogouan  
 TRAORE Maïmouna, ménagère à Samorogouan  
 TRAORE Bintou, ménagère à Samorogouan

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-184/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009. Le Ministre de l'administration territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **ENFANTS DU SILENCE DU BURKINA** », en abrégé **E.S.B.**

Siège de l'Association : **Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'ASSOCIATION ENFANTS DU SILENCE DU BURKINA a pour objectifs de :

- œuvrer à une prise de conscience collective des parents d'enfants déficients auditifs, voire l'ensemble des citoyens sur l'handicap de ces enfants ;
- sensibiliser les parents d'enfants déficients auditifs sur la nécessité de leur contribution à l'éducation de leurs enfants en les invitant à s'y impliquer davantage ;
- donner aux parents d'enfants déficients auditifs le bagage minimum pour communiquer facilement avec leur enfant en utilisant le même outil de communication que celui utilisé à l'école ;
- rassurer ces enfants tout en leur faisant comprendre qu'ils peuvent et doivent réussir dans la vie, en les invitant à s'adonner entièrement à leurs activités quotidiennes (écoles, travaux manuels, etc.) ;
- favoriser et organiser des échanges entre elle et les éducateurs d'enfants déficients auditifs (sourd-muet, malentendants), les associations de parents d'élèves, les associations étrangères homologues, les personnes déficientes auditives ;
- établir des relations avec des personnes qui s'intéressent à l'épanouissement d'enfants déficients auditifs ;
- collecter des fonds et matériels auprès des entreprises, ONG, fondations à travers les dons et legs des particuliers, pour financer d'une part la scolarisation des enfants sourds-muets ou malentendants de même que les activités génératrices de revenus au profit de ces enfants ;
- contribuer à la promotion de la formation des enseignants ;
- œuvrer pour le parrainage de ces enfants ;
- œuvrer pour un suivi médical de ces enfants ainsi que pour leur insertion sociale et socioprofessionnelle.

La composition de l'organe dirigeant de l'association ENFANTS DU SILENCE DU BURKINA est la suivante :

Présidente : OUEDRAOGO/ZIGANI W. Patricia, 01 BP 292 Ouagadougou 01, tél. 70 26 34 35  
 Secrétaire générale : KAFANDO/NIKIEMA G. Thérèse, 01 BP 674 Ouagadougou 01, tél. 70 26 19 01  
 Trésorière générale : TIENDREBEOGO/DIONE A. Hélène, 01 BP 356 Ouagadougou 01, tél. 70 29 58 69  
 Chargée de Communication et de l'Organisation : OUARE Antoinette, BP 11288 Ouagadougou, tél. 78 84 38 61  
 Chargée des activités socioculturelles et Pédagogiques : YAMEOGO/YAMEOGO Adélaïde, 01 BP 1410 Ouagadougou 01, tél. 76 41 15 66  
 Chargé de Santé : TIENDREBEOGO Nicolas, 03 BP 7036

Ouagadougou 03, tél. 76 65 00 11

Conseillères :

BEOGO/ZOMBRE Alice, 06 BP 9599 Ouagadougou 06, tél. 70 26 86 17

NIKIEMA/SOULAMA Biba, S/C SOMA Issa, 01 BP 2507 Ouagadougou 01, tél. 71 35 62 49

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-010/MATD/RHBS/GBD/SG du 25 mars 2009. Le Gouverneur de la région des Hauts-Bassins, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « **ASSOCIATION DES JEUNES VOLONTAIRE SOLIDARITE-DEVELOPPEMENT (A.J.V/S.D.)** »

SIEGE SOCIAL : **Bobo-Dioulasso**

#### OBJETIFS :

- Permettre aux adhérents de mieux conjuguer leurs efforts au sein d'un cadre qui garantit un développement et un suivi des valeurs socioculturelles ;
- Sensibiliser les populations en matière d'hygiène et de santé pour l'éradication des maladies endémiques et pandémiques ;
- Elever le niveau de conscience et la solidarité par des actions et aides aux couches défavorisées ;
- Inculquer l'éducation citoyenne de la population par des actions et initiations en matière d'actes civiques ;
- Réaliser certains travaux d'intérêts communs pour l'amélioration des cadres de vie des populations ;
- Instruire la population par la formation en alphabétisation ;
- Initier à la gestion des ressources financières par l'organisation d'ateliers de formation en management des petites et moyennes entreprises ;
- Rechercher les voies et moyens pour la réalisation de ses aspirations en quantité et en qualité par la mobilisation et l'organisation des moyens matériels, des ressources humaines et financières nécessaires ;
- Permettre aux adhérents de contribuer à la réalisation de ses aspirations fondamentales par leurs participations multiformes au fonctionnement de l'association ;
- Favoriser et faciliter les échanges associatifs internes au Burkina Faso ;
- Elaborer et diffuser des supports pédagogiques de sensibilisation, d'éducation et de formation.

Liste nominative des membres du Bureau Exécutif :

Président : OUANDAOGO Mahamadou, tél. 76 29 95 84  
 Vice-Présidente : OUEDRAOGO Sarata, tél. 76 41 18 51  
 Secrétaire général : TRAORE Sombou, tél. 76 40 20 18  
 Secrétaire général adjoint : TRAORE Dramane, tél. 76 40 88 36  
 Trésorière générale : SANOU Marceline, tél. 70 46 55 10  
 Trésorier général adjoint : SANOU Sibiri, tél. 76 34 65 28  
 Secrétaire général à l'organisation des activités socio-culturelles et environnementales : KONATE Yaya, tél. 76 56 13 42

Secrétaire général à l'information, à la mobilisation, à la sensibilisation et à l'éducation : OUAMA Youba,  
tél. 76 41 07 14  
Secrétaire général à l'alphabétisation et à la formation en matière de management : SANOU Adèle,  
tél. 76 03 18 31  
Secrétaire général à l'élaboration et à la diffusion des supports pédagogiques : OUEDRAOGO Yacouba,  
tél. 20 97 48 82.

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-02/MATD/RPCL/POTG/HC/CAB du 14 avril 2009. Le Haut-commissaire de la Province de l'Oubritenga, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour d'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « VENTALILI » VTL

SIEGE SOCIAL : Commune de Zitenga, Province de l'Oubritenga

#### OBJET :

Cette Association poursuit les objectifs suivants :  
mettre en œuvre et suivre sur place les actions de formation, d'équipement et de développement décidés par Tanlili et Ventalili ;  
créer un cadre de vie entre les Jeunes du village de Tanlili d'une part et la population de Tanlili d'autre part ;  
promouvoir le Progrès Social économique et Culturel des Jeunes de Tanlili en particulier et le reste de la population de Tanlili en général ;  
favoriser l'intégration des populations actions de sensibilisation, de mobilisation pour une meilleure prise de conscience de leur condition de vie et de leur besoin de s'unir ;  
lutter contre l'obscurantisme en menant des actions d'alphabétisation de ses membres ;  
veiller à une bonne sensibilisation des populations autour de la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le (VIH/SIDA).

La composition de l'organe dirigeant de l'association est la suivante :

Président : Hamado N. OUEDRAOGO, cultivateur à Tanlili, tél. 76 43 80 49  
Vice-Présidente : BOGRE Mamounata, ménagère à Tanlili  
Secrétaire général : OUEDRAOGO Ablassé, cultivateur à Tanlili, tél. 76 42 53 43  
Secrétaire général adjoint : CONGO Souleymane, cultivateur à Tanlili, tél. 75 48 34 82  
Trésorière générale : COMPAORE Bibiane Ménagère à Tanlili  
Trésorier général adjoint : OUEDRAOGO Lassané, cultivateur à Tanlili, tél. 76 32 77 93  
Commissaires aux comptes :  
1<sup>er</sup> KONGO Kalifa, cultivateur à Tanlili, tél. 76 60 03 57  
2<sup>ème</sup> OUEDRAOGO Alizetta, ménagère à Tanlili  
3<sup>ème</sup> Jean Pierre BIGNAN, résident en France.

#### Membres d'Honneurs

1<sup>er</sup> membre OUEDRAOGO S. Hamidou, président UNGVT à Tanlili  
2<sup>ème</sup> membre Chef Coutumier de Bollin, cultivateur à Tanlili  
3<sup>ème</sup> membre Chef Coutumier de Tanlili, cultivateur à Tanlili

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-082/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 14 avril 2009. Le Haut-commissaire de la Province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour d'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « ASSOCIATION NABONSWENDE D'ENTRAIDE SOCIO SANITAIRE (ANESS). »

SIEGE SOCIAL : Ouagadougou

OBJET : L'association a pour objectifs de :

Œuvrer pour le bien être de la société en général et des femmes et enfants en particulier ;  
Initier des activités de prise en charge sanitaire des femmes et enfants ;  
Initier des activités pour l'insertion sociale et professionnelle des enfants et jeunes en difficulté ;  
Lutter contre le VIH/SIDA et les IST et promouvoir la santé de la reproduction ;  
Favoriser la maternité sans risque à travers la réduction des risques liés à la maternité et tout autre activité pouvant concourir.

Noms, Prénoms et adresse des personnes actuellement chargées de l'administration et / ou de la direction de l'ASSOCIATION :

Président : KABORE Prosper d'Aquitaine, Att. De santé au CHUYO, tél. 70 25 36 01  
Secrétaire général : OUEDRAOGO Adama, infirmier, tél. 78 81 14 25  
Secrétaire général adjoint : SAWADOGO Albert, Att. d'Education Spécialisée, tél. 70 23 11 04  
Trésorier général : DA Alfred, conseiller d'Adm Scolaire, tél. 70 27 78 53  
Trésorière générale adjointe : BARRY Zarata, secteur informel, tél. 70 45 17 52  
Secrétaire à l'organisation : KABORE Esther, adjointe sociale, tél. 70 22 24 06  
Secrétaire à l'organisation adjoint : OUEDRAOGO Bouba, pasteur Evangeliste, tél. 70 03 84 33  
Secrétaire à l'information : RAMDE Norbert, Infirmier, tél. 70 27 06 17  
Secrétaire à l'information Adjoint : SAWADOGO Larba, maïeuticien d'Etat, tél. 70 45 19 23  
1<sup>er</sup> Commissaire : KIENTEGA Harouna, médecin, tél. 70 66 41 91  
2<sup>ème</sup> Commissaire : OUEDRAOGO Léonard, insp. d'éducation de jeunes, tél. 70 10 05 09

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-001/MATD/RCQS/PSSL/HC du 15 avril 2009. Le Haut-commissaire de la Province de la Sissili donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « ASSOCIATION AKAWERI », en abrégé ANV

SIEGE SOCIAL : Léo, Province de la Sissili

**OBJET** : L'ASSOCIATION AKAWERI poursuit les objectifs suivants :

promouvoir l'entraide et la solidarité entre ses membres,  
soutenir les efforts de développement socio économique et culturel du Burkina Faso ;  
promouvoir la culture Sissala dans la province de la Sissili ;  
organiser des rencontres d'échanges entre Sissala des différents villages et pays ;  
s'entraider mutuellement dans les moments de joies et de peines ;  
organiser des journées culturelles sissala (JCS) ;  
organiser des conférences débats ;  
organiser des sorties pour découverte du terroir sissala ;  
mener des activités socio économiques et culturelles ;  
mener toute activité participant au développement de la communauté.

Noms, prénoms et adresses complète des principaux dirigeants de l'association :

Président : DAHOUROU Mossi, Léo, tél. 70 70 12 59

Secrétaire général : YALGUIA M. Joseph, Léo, tél. 76 07 93 54

Trésorier général : DAHOUROU M. W. Bertrand, Léo, tél. 78 84 41 78

Secrétaire à l'information : NADIE Béyoungbié Alfred, Léo, tél. 70 40 14 30

Secrétaire chargé des Journées culturelles : BASSAOULE N. Ephraïm, radio évangile Développement/Léo

Responsable à la formation féminine : NIGNAN/MOLBIE Mariam, Léo, tél. 70 89 28 87

1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : KALAOULE Jean Noël, CREDO/Kayéro

2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : DAHOUROU S. Jean, instituteur à Léo, secteur 3

*Récépissé de déclaration d'existence n° 2009-013/MATD/RPCL/POTG/HC/CAB du 15 avril 2009. Le Haut-commissaire de la Province de l'Ouhritenga donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'Association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « BON CŒUR POUR L'ENFANCE » (ABCE)

SIEGE SOCIAL : Province de l'Ouhritenga

**OBJET** : Cette association poursuit les objectifs suivants :  
promouvoir les Droits humains et le bien être de l'enfant ;  
accueillir et réinsérer socio économiquement les enfants de la rue ;  
contribuer à l'épanouissement des orphelins et autres enfants vulnérable (OEV) ;  
lutter contre le trafic, la traite des enfants, l'excision ;  
lutter contre le VIH/SIDA et IST, Paludisme, Tuberculose ;  
former et suivre les enfants et les jeunes en difficulté afin de les rendre utile à leurs sociétés ;  
promouvoir les initiatives locales afin de lutter contre l'exode rural et l'immigration des jeunes ;  
promouvoir la protection et le réaménagement de l'environnement pour les générations futures.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association est la suivante :

Président : SANOU Jean, éducateur de jeune enfants (action sociale), tél. 70 80 48 04 / 76 41 87 80 / 78 86 37 61

Secrétaire général : SOMA Abdoulaye, DPEBA/Ouhritenga, tél. 70 31 10 41

Trésorière : MILLOGO Awa, restauratrice, tél. 76 53 87 20

Responsable aux relations extérieures : KOMPOUSBEOGO Eugénie, responsable de l'école maternelle de Nakamtenga, tél. 76 47 20 08

Responsable à l'organisation et de la planification des activités : OUEDRAOGO Jean Pierre, CELPAC/Ziniaré 2, tél. 78 89 61 08

Responsable à l'information et à la mobilisation : KABORE Séverin, animateur radio, tél. 70 48 09 50 / 78 31 77 94

Responsable aux activités socio culturelles sportives et récréative : BAKOUAN Alida, stagiaire à l'ANPE/Ziniaré, tél. 76 11 84 66

Conseiller Techniques

1<sup>er</sup> OUEDRAOGO Abdoulaye, Coordonnateur de l'ONG Action pour la Promotion des Initiatives locales (APIL) Ziniaré

2<sup>ème</sup> MILLOGO Dibi, Coordonnateur du Projet Noyau Technique de l'Agent de l'Eau du Nakanbé/Ziniaré

Conseiller Juridique :

1<sup>er</sup> TIENDREBEOGO/OUEDRAOGO Marie Bernadette, Directrice des Affaires Juridiques du Ministère de la Promotion de la Femme. Fondatrice du Lycée Privé Jean d'Arc de Ziniaré.

*Récépissé de déclaration d'association n° 2009-102/MATD/RHBS/PHUE/HCBDS/SG/DAG du 16 avril 2009. Le haut-commissaire de la province du Houet, donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association, régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.*

Dénomination : « BOBOUGE »

Siège : Commune de Bobo-Dioulasso, province du Houet

**Objectifs** : L'association Bobouge » poursuit les objectifs suivants :

Favoriser le développement d'une dynamique entre les différents acteurs oeuvrant dans les mêmes domaines d'activité ;  
Favoriser dans les mêmes domaines d'activités ;  
Favoriser le développement de l'activités sociale et économique locale et le bien être de la population en général

La composition de l'organe dirigeant de l'association « Bobouge » est la suivante :

Président : GUILLAUME Henry, Tél. : 76 30 42 50  
Trésorière générale : Adjaratou SANOU, Tél. : 76 07 00 90  
Secrétaire général : Abdoulaye SANOU, Tél. : 76 67 88 90.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-221MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 17 avril 2009.** Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso** », en abrégé CNJ-BF

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

**Objectifs** : L'association Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso a pour objectifs de :

favoriser la participation des jeunes aux prises de décisions et à la vie de la nation ;  
représenter les intérêts de la jeunesse au niveau national et international ;  
cultiver chez les jeunes burkinabè l'esprit républicain et d'appartenance à une même nation ;  
promouvoir le respect des valeurs culturelles partagées au sein de la jeunesse ;  
renforcer les capacités des organisations de jeunes et de jeunesse et de leurs membres ;  
promouvoir la coopération entre les organisations de jeunes et de jeunesse du Burkina et celles des jeunes des autres pays ;  
mobiliser les ressources pour soutenir les actions de mouvements et associations de jeunesse ;  
contribuer à la promotion de la culture de la paix, de la tolérance, de la non-violence et de la solidarité ;  
contribuer au règlement pacifique des conflits ;  
contribuer à la promotion de la santé des jeunes ;  
promouvoir la démocratie et la citoyenneté responsable des jeunes ;  
contribuer à la préservation de l'environnement ;  
œuvrer à l'insertion socio-professionnelle et économique des jeunes ;  
contribuer à la promotion de l'intégration africaine ;  
susciter la création de regroupements thématiques entre les associations de jeunes et de jeunesse.

La composition de l'organe dirigeant de l'association Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Adam Boris, Tél. : 50 30 72 15/76 66 83 43

Vice-président : TAONSA Franck Evariste, BP 33 Ouahigouya Tél. : 76 59 22 73

Secrétaire général : KASSAMBA Diaby, Tél. : 50 30 72 15

Secrétaire général adjoint : OUEDRAOGO Apollinaire, Tél. : 76 74 32 11

Secrétaire national chargé des relations extérieures : SAWADOGO Dakiri, Tél. : 50 43 35 43/70 26 72 41

Secrétaire nationale adjointe chargée des relations extérieures : THIOMBIANO Valérie,

Tél. : 70 44 99 10/50 77 15 54

Secrétaire national chargé de la communication et du plaidoyer : SAWADOGO Timothée, Tél. : 70 29 51 86

Secrétaire national adjoint chargé de la communication et du plaidoyer : NIGNAN Lamine, Tél. : 70 36 83 11

Secrétaire nationale chargée des finances : ZOUGMORE Adèle, Tél. : 70 02 56 36

Secrétaire national adjoint chargé des finances : KABRE Kalifa, Tél. : 78 87 98 63/70 69 84 68

Secrétaire national chargé de la formation : ZOEHINGA G. Oscar, Tél. : 76 66 40 96/70 56 06 17

Secrétaire national adjoint chargé de la formation : DAKUYO Malachie, Tél. : 70 73 97 91/76 42 06 52

Secrétaire national chargé de la vie associative : OUATTARA Adama, Tél. : 76 08 15 74

Secrétaire national adjoint chargé de la vie associative : OUANGRAOUA D. Jean Eude, Tél. : 70 13 00 22

Secrétaire national chargé de l'organisation : YAGO A. Alpha, Tél. : 70 25 11 13

Secrétaire national adjoint chargé de l'organisation : DICKO Hamidou, Tél. : 76 05 89 21/71 07 46 77

Secrétaire national chargé des activités socio-éducatives : DIESSONGO Ignace, Tél. : 78 84 46 22

Secrétaire national chargé du genre et de l'enfance : DEMBELE Moussa, Tél. : 50 30 72 15

Secrétaire national chargé des activités agro-sylvo-pastorales : OUATTARA Cheick Fousséni, Tél. : 70 30 52 18.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-225/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 17 avril 2009.** Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association Zinim Nooma pour le Développement** », en abrégé A.Z.N.D.

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

**Objectifs** : L'Association Zinim Nooma pour le Développement a pour objectifs de :

promouvoir la solidarité et l'entente entre les membres au plan national et international ;  
renforcer l'unité, la solidarité, la fraternité et l'amitié entre les membres de l'association mais également avec d'autres personnes ou associations ;



mobiliser les opérateurs économiques nationaux et étrangers en vue de susciter un intérêt pour le développement économique et social du monde rural ;  
rechercher des financements pour la réalisation de projets de développement économique, social et culturel susceptibles de contribuer au développement humain durable au niveau des localités ;  
sensibiliser, mobiliser, former et encadrer les populations rurales en vue de l'accroissement de leurs propres capacités à assumer elles mêmes leur propre développement en participant de façon consciente à ces projets de développement.

La composition de l'organe dirigeant de l'association Zinim Nooma pour le Développement est la suivante :

Président : OUEDRAOGO N. Philibert, 01 BP 5936 Ouagadougou 01, Tél. : 70 12 56 28  
Vice-président : OUEDRAOGO Jean Marie, Tél. : 70 26 06 77  
Secrétaire général : OUEDRAOGO Bédaré, 01 BP 59 Ouagadougou 01, Tél. : 70 15 07 09  
Secrétaire général adjoint : OUEDRAOGO Abel, 03 BP 7004 Ouagadougou 03, Tél. : 78 81 34 66  
Trésorier : OUEDRAOGO Ferdinand, Tél. : 78 81 47 94  
Trésorier adjoint : SAWADOGO Samuel, Tél. : 70 35 16 25  
Secrétaire à l'organisation et à la communication : OUEDRAOGO Issa, Sylvain, Tél. : 76 69 49 32  
Secrétaire adjoint à l'organisation et à la communication : SAWADOGO Albert, Tél. : 76 94 17 77  
Secrétaire aux affaires culturelles et sociales : OUEDRAOGO Edmond, Tél. : 78 85 55 95  
Secrétaire adjoint aux affaires culturelles et sociales : OUEDRAOGO Edmond, Tél. : 70 10 71 75  
Secrétaire aux relations extérieures : SAWADOGO Samuel, Tél. : 76 60 18 65  
Secrétaire chargée de la question féminine : OUEDRAOGO Thérèse, 01 BP 5939 Ouagadougou 01 Tél. : 50 35 63 59  
Secrétaire adjointe chargée de la question féminine : OUEDRAOGO/SONGRE Alice, Tél. : 70 15 06 89.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-229/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 17 avril 2009.** Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Jeunesse Action et Solidarité Universelle** » en abrégé **JASU**

Siège : **Ouagadougou, province du Kadiogo**

Objectifs : L'association Jeunesse Action et Solidarité Universelle poursuit les objectifs suivants :

la promotion des activités génératrices de revenus ;  
le développement socio-économique des couches défavorisées ;  
la promotion de la coopération Nord-Sud-Est ;  
la lutte contre la désertification, le sous développement, les

IST et VIH/SIDA.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Jeunesse Action et Solidarité Universelle est la suivante :

Président : OUANGRE Guillaume, 01 BP 353 Ouagadougou 01, Tél. : 70 99 72 40  
Vice-président : ZIDA Christian, 03 BP 7008 Ouagadougou 03, Tél. : 76 50 75 01  
Secrétaire général : KABORE Salomon, 01 BP 4743 Ouagadougou 01, Tél. : 70 75 03 35  
Secrétaire général adjoint : KABORE Fousséni 01 BP 514 Ouagadougou 01, Tél. : 78 11 55 30  
Trésorier général : MILLOGO Janvier, 01 BP 644 Ouagadougou 01, Tél. : 70 17 86 55  
Trésorière générale adjointe : SANOU Awa, 03 BP 7004 Ouagadougou 03, Tél. : 76 71 56 39  
Délégué à l'information : NIAKARA Victor, 01 BP 139 Ouagadougou 01, Tél. : 76 67 03 64  
Délégué adjoint à l'information : KOALA Dieudonné, 10 BP 725 Ouagadougou 10 Tél. : 76 04 16 12  
Délégué aux activités culturelles et sportives : HEMA Christian, 01 BP 353 Ouagadougou 01, Tél. : 76 52 82 53  
Délégué adjoint aux activités culturelles et sportives : KABORE T. Sosthène, 01 BP 22 Ouagadougou 01, Tél. : 76 59 50 36.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-017/MATD/RSHL/PSNO/HC du 21 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Séno, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association dénommé « Laabal »** »

Siège : **fixé à Dori/département de Dori**

Objectifs : L'Association se fixe comme objectifs :

contribuer à la lutte contre les maladies liées au manque d'eau, hygiène et d'assainissement ;  
promouvoir l'hygiène et l'assainissement ;  
promouvoir l'alphabétisation des femmes et des jeunes filles ;  
promouvoir les activités génératrices de revenus des femmes et des jeunes filles

Bureau exécutif de l'association :

Présidente : VALEA/DIALLO Fatimata, historienne secteur n°1 Dori Tél. : 40 46 04 47/70 23 29 85  
Vice-présidente : KOITA Bourahimou Moussa, gardien secteur n°5 Dori Tél. : 78 05 65 02  
Secrétaire général : CISSE BOUBACAR, particulier secteur n°3 Tél. : 70 35 83 48  
Secrétaire adjoint : DICKO Hama, particulier secteur n°3 Dori  
Trésorière : TOURE Fatimata, ménagère secteur n°2 Tél. : 70 65 08 05  
Trésorière adjointe : MAIGA Aissatou, ménagère secteur n°4 Tél. : 71 04 66 47

1<sup>er</sup> Secrétaire à l'information : MAIGA Idrissa, gardien secteur n°1 Tél. : 70 67 27 23

2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'information : BARRY Balkissa, ménagère secteur n°5 Dori.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-006/MATD/RCSD/PZNV/HC du 22 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Zoundwéogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination :** « Association d'Aide aux Enfants Déshérités et Orphelins/Koudebdo (AAEDO/K) »

**Siège :** Manga, province du Zoundwéogo

**Objet :** L'Association dénommée « Aide aux Enfants Déshérités et Orphelins/Koudebdo (AAEDO/K) » a pour objectifs de :

faire baisser le taux de déperdition scolaire dans la province du Zoundwéogo ;  
augmenter le taux de scolarisation de la province ;  
apporter divers soutiens aux enfants déshérités et aux orphelins du Zoundwéogo.

Noms, prénoms des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association :

Président : TRAORE Issa, IC/DPEBA/ZNV

Tél. : 76 62 34 94

Secrétaire général : OUEDRAOGO Inoussa, particulier/Manga Tél. : 70 64 09 98/70 75 20 40

Secrétaire générale adjointe : TAPSOBA Rosalie, IC/DREBA-CS Tél. : 76 54 80 57

Trésorier général : KOARA Grégoire, CPI/CEB Manga Tél. : 76 40 34 53

Trésorier général adjoint : COMPAORE Bassirou, IC/école de Siltouko Tél. : 70 75 12 11

Secrétaire général aux activités socio-éducatives et à l'organisation : OUEDRAOGO Aboulay, IC DPEBA/ZNV

Tél. : 76 47 53 30

Secrétaire générale adjointe aux activités socio-éducatives et à l'organisation : BATIONO Sonia, ménagère Tél. : 76 73 49 62

Secrétaire générale à l'information : BAKOUAN/KABORE Odile Aïcha, IP/école du secteur n°3

Tél. : 70 36 82 54

Secrétaire général adjointe à l'information : TAPSOBA Fatimata, ménagère Tél. : 70 49 57 89.

Commissaires aux comptes

BAKOUAN Zakaria, chargé de communication au gouvernement, tél. 76 64 09 98 / 70 75 20 40

IDOGO/TAPSOBA Marina Françoise IC/Toécé, tél. 70 75 08 06

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-109/MATD/RHBS/PHUE/HC/BDLS/SG/DAG. du 22 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Houet, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination :** « Cultu-Rama »

**Siège :** Secteur n°21, commune de Bobo-Dioulasso, province du Houet

**Objectifs :** L'Association « Cultu-Rama poursuit les objectifs suivants :

organiser diverses activités (spectacles, expositions...) pour valoriser la culture ivoirienne et burkinabè ;  
mener toutes actions susceptibles de promouvoir l'intégration sociale et culturelle des populations ;  
contribuer à toutes les actions de lutte contre les fléaux qui minent notre société tels le VIH/SIDA, l'excision à travers la culture ;  
valoriser l'art musical africain ;  
mobiliser des sympathisants ;  
participer aux efforts de développement de la culture africaine dans un élan de réelle transparence, de solidarité et de paix ;

La composition de l'organe dirigeant de l'association « Cultu-Rama » est la suivante :

Présidente : SYLLA Anna, Tél. : 78 83 73 01 hôtelière au secteur n°22

Vice-président : TRAORE Siaka, Tél. : 78 47 72 93 chauffeur au secteur n°21

Secrétaire général : BLY Zéphirin, Tél. : 76 56 87 24 animateur au secteur n°17

Secrétaire générale adjointe : DIARRA Abibata, Tél. : 71 23 81 78 ménagère au secteur n°08

Trésorier général : ADOU Epse Kadjo, Tél. : 76 32 04 88 secrétaire au secteur n°21

Trésorière générale adjointe : AMANI Pélagie, Tél. : 78 14 94 95 ménagère au secteur n°21

Secrétaire à l'organisation : GADA Yao Yves, Tél. : 78 44 27 96 étudiant au secteur n°25

Secrétaire adjointe à l'organisation : DAO Fatimata, Tél. : 20 96 34 62 ménagère au secteur n°22.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-12/MATD/RHBS/GBD/SG du 23 avril 2009.** Le Gouverneur de la Région des Hauts-Bassins, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination :** Association Mangoro Kanouya (A.M.K)

**Siège :** Bobo-Dioulasso

**Objectifs :**

assurer le soutien socio-économique à ses membres ;  
assurer la protection juridique des membres de l'association ;

assurer la formation technique de ses membres ;  
susciter la création et l'extension des vergers par des formations et des rencontres ;  
élaborer des stratégies de lutte contre les prédateurs du man-guier et de la mangue ;  
aider ses membres à la recherche de financement ;  
favoriser l'implantation de nouveaux vergers.

Liste nominative des membres du bureau exécutif.

Président : SANOU Dô Ibrahima, Tél. : 70 59 48 45  
Vice-président : OUEDRAOGO Abdoul Salam,  
Tél. : 76 53 38 32  
Secrétaire général : LAMOUKRY Jean Noël,  
Tél. : 78 82 91 67  
Secrétaire à l'organisation : SIMPORE Zeini Mamadou,  
Tél. : 78 01 35 34  
Trésorier général : TRAORE Hamidou, Tél. : 76 65 01 28  
Membre : OUEDRAOGO Mamadou, Tél. : 76 45 91 57  
Membre : KONE Fulgence Joachim, Tél. : 78 82 31 72.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-003/MATD/REST/PTAP/HC/SG du 27 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province de la Tapoa, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : Association pour le Développement de la Commune de Tambaga en abrégé « ADCT »**

Le Siège social de l'Association pour le Développement de la commune de Tambaga « ADCT » est établi à Tambaga, chef-lieu de ladite commune

**Objectifs :** L'Association pour le Développement de la Commune de Tambaga « ADCT » a pour objectifs de :

contribuer au développement socio-économique des populations à travers la promotion de l'entrepreneuriat ;  
œuvrer pour la promotion de toute forme d'éducation des populations à travers la promotion de l'entrepreneuriat ;  
contribuer à la promotion de la santé par la formation, la sensibilisation et la construction des centres de santé ;  
stimuler et encourager les commerçants de céréales dans leurs activités commerciales ;  
contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ses membres et à leur épanouissement ;  
favoriser la participation active des populations locales dans les secteurs primaires, secondaires et tertiaires ;  
favoriser la participation des fils et filles au développement de la commune ;  
contribuer à la sauvegarde de l'environnement ;  
œuvrer à la sauvegarde du patrimoine socio-culturel de la commune rurale de Tambaga ;  
contribuer à la promotion des droits humains, de la démocratie et de la bonne gouvernance locale ;  
favoriser l'autopromotion de la femme et de la jeune fille ;  
contribuer à la promotion de la jeunesse à travers le développement des initiatives des jeunes et de promotion des jeunes ;  
développer des activités socio-économiques au profit de ses

membres ;  
contribuer à la lutte contre les fléaux sociaux tels que le VIH/SIDA et les IST ;  
sensibiliser les jeunes sur les phénomènes de migrations.

Noms, prénoms et adresses des principaux dirigeants de l'association :

Président : YONLI Oumouni Christophe, S/C paroisse BP 15 Dipaga S/C D. Eric, chauffeur mairie Nongremasson 01 BP 8501 Ouagadougou 01, Tél. : 76 83 99 82/70 30 04 16  
Vice-président : OBOULBIGA Tiantaga Cyrille, 01 BP 54 Ouagadougou 01, Tél. : 50 30 66 93/70 24 85 72  
Secrétaire général : TANKOANO Boama René, BP 3422 Ouagadougou Tél. : 50 36 08 65/70 27 47 66  
Secrétaire général adjoint : Dr. LOMPO Yedipagba François, BP 7009 Ouagadougou Tél. : 70 41 40 93  
Trésorier général : El Hadj YONLI D. Abdoulaye, Tél. : 50 39 47 28/70 27 83 57  
Trésorier général adjoint : OUBOULBIGA Kamadini Jean Marc, BP 7004 Ouagadougou Tél. : 50 36 52 18/70 26 77 29  
Secrétaire chargé de la communication : MANDOBIGA Oumpounini Léopold, BP 10 000 Ouagadougou  
Tél. : 50 36 57 90/70 21 50 30  
Secrétaire adjoint chargé de la communication : Skoambiga Gilbert, S/C paroisse BP 15 Diapaga  
Secrétaire chargé du partenariat et des relations avec les autres associations : YONLI Bapouguini Modeste,  
Tél. : 70 73 38 33  
Secrétaire adjoint chargé du partenariat et des relations avec les autres associations : LOMPO Bapouguini,  
Tél. : 70 73 30 84  
Secrétaire chargé de l'organisation : COULDIATI Gangali Pascal, BP 120 Fada Tél. : 40 77 02 44/70 44 11 14  
Secrétaire adjointe chargée de l'organisation : YONLI Valery, Tél. : 70 34 68 07  
Secrétaire chargé des activités sportives et culturelles : YONLI Youmanli, Tél. : 78 35 93 75  
Secrétaire adjoint chargé des activités sportives et culturelles : LOMPO Paguindamba, Tél. : 76 60 04 63  
Secrétaire chargée de la promotion de la femme : Madame OGOABIGA/YONLI Thérèse, BP 6150 Ouagadougou Tél. : 50 39 29 03/70 28 96 60  
Secrétaire adjointe chargée de la promotion de la femme : Madame ONADJA/LOMPO Marceline, BP 15 Diapaga  
Secrétaire chargé de la promotion de la jeunesse : TANKOANO L. Herman, BP 85 Ouagadougou 01, Tél. : 50 30 50 60/70 29 40 48  
Secrétaire adjoint chargé de la promotion de la jeunesse : GNOULA Bapouguini Daniel, BP 03 BP 7012 Ouagadougou 03 Tél. : 78 78 60 41  
Commissaires aux comptes : 1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : OBOULBIGA Ferdinand, Tél. : 40 46 04 39  
2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : Dr. YONLI Lamoudi.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-007/MATD/RCNR/PNMT/HC du 28 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Namentenga donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association Songtaaba**

Siège : **Boko, département de Dargo, province du Namentenga**

Objectifs : L'Association Songtaaba a pour objectifs :

de mener des activités de promotion économique, sociale et culturelle des populations de Boko ;  
de promouvoir l'alphabétisation et l'éducation dans son essor territorial l'amélioration des conditions de vie de tous ses membres ;  
de mener des activités de sensibilisation pour lutter contre les maladies endémiques, le VIH/SIDA, et les IST et l'excision ;  
de contribuer à la protection de l'environnement ;  
de rechercher et mobiliser et les ressources matérielles et financières pour la réalisation des activités sus-citées.

Le bureau exécutif issu de l'Assemblée générale constitutive tenue le 05 mai 2008 à Boko se compose comme suit :

Président : **DAMIBA Kayaba Fabrise**, 11 BP 1133 Ouagadougou 11 Tél. : 70 22 98 50

Vice-présidente : **COMPAORE Abibou**, ménagère à Boko, département de Dargo

Secrétaire général : **WANGO Z. Issaka**, cultivateur à Boko, département de Dargo Tél. : 70 51 25 64

Secrétaire générale adjointe : **DAOUEGA Anne**, ménagère à Boko, département de Dargo

Trésorier général : **DAMIBA Palomda**, cultivateur à Boko, département de Dargo

Trésorier général adjoint : **DAMIBA Lamdo**, cultivateur à Boko, département de Dargo

Secrétaire aux relations féminines : **KAFANDO Rayoubgomsomé**, ménagère à Boko, département de Dargo

Secrétaire à l'organisation : **DAMIBA Foubila**, cultivateur à Boko, département de Dargo

Secrétaire adjointe à l'organisation : **IMA Kouka**, ménagère à Boko, département de Dargo

Secrétaire à l'information : **WAONGA Yamba**, cultivateur à Boko, département de Dargo

Secrétaire adjoint à l'information : **KAFANDO Guingnoaga**, cultivateur à Boko, département de Dargo

Commissaires aux comptes : 1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : **DAMIBA Guinguibila**, cultivateur à Boko, département de Dargo

2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : **GODO Emmanuel**, catéchiste à Boko, département de Dargo.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-004/MATD/RPCL/PKWG/HC du 30 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Kourwéogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association Relwendé des Femmes de Gantodogo**

Objectifs : L'Association Relwendé des Femmes de Gantodogo a pour objectifs de :

occuper de la reforestation ;  
participer au développement socio-économique des personnes défavorisées (orphelins, veuves)  
organiser des activités dans le domaine de l'agriculture, élevage et de l'éducation ;  
entreprendre des actions dans le domaine sanitaire (VIH/SIDA, paludisme)

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration ou de la direction de l'association

Présidente : **KAGAMBEGA Alimata**, ménagère/Gantodogo

Vice-présidente : **KABORE Poutinwaoga Evéline**, ménagère/Laye

Secrétaire général : **OUEDRAOGO Saga Dénise**, ménagère/Gantodogo

Secrétaire générale adjointe : **KONSEIBO Sibdou**, ménagère/Gantodogo

Trésorière générale : **SIMPORE Zaïnata**, ménagère/Gantodogo

Trésorière générale adjointe : **ZEMBA Asseta**, ménagère/Gantodogo

Secrétaire à l'information : **SAWADOGO TAMPOKO**, ménagère/Gantodogo

Secrétaire adjointe à l'information : **DIALLO Rasmata**, ménagère/Laye

Secrétaire à l'organisation : **KABORE Tiga Nathalie**, ménagère/Gantodogo

Secrétaire adjointe à l'organisation : **ZONGO Zalissa**, ménagère/Laye.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-005/MATD/RPCL/PKWG/HC du 30 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province du Kourwéogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association pour le Développement de Barama Buud-Nooma** en abrégé **A.D.B.B.N**

Siège : **L'ABBN a son siège à Barama, département de Laye**

Objectifs : L'association Vise les objectifs suivants :

entreprendre des réalisations à caractères socio-économiques et culturel ;  
promouvoir le développement économique, social et culturel de Barama ;  
sensibiliser la population pour une meilleure prise de conscience de son état ;  
rechercher les ressources de financement pour la réalisation des projets d'ordre social, économique, culturel et d'intérêt général.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association

Président : KABORE K. Paul, 01 BP 7023 Ouagadougou 01  
Tél. : 76 63 85 40/50 30 71 16/17  
Vice-président : KABORE Roger, 02 BP 5397 Ouagadougou  
02 Tél. : 78 81 88 34  
Secrétaire général : KABORE R. Antoine, 01 BP 5790  
Ouagadougou 01, Tél. : 70 26 35 08  
Secrétaire général adjoint : KABORE T. Didier, 01 BP 2343  
Ouagadougou 01, Tél. : 70 27 13 41  
Responsable à l'organisation : KABORE Antoine, 01 BP  
1796 Ouagadougou 01, Tél. : 70 28 60 90/50 36 68 99  
Responsables adjoint à l'organisation : KABORE W. Antoine  
secteur n°23 Ouagadougou  
KABORE Aloyse, Bassinko/Ouagadougou  
Responsable à l'information : KABORE Jean,  
Tél. : 78 89 73 69  
Responsables adjoint à l'information : KABORE S. Denis,  
Tél. : 70 45 91 90  
KABORE Alidou, Bassinko/Ouagadougou  
Trésorier général : KABORE A. Alain, 02 BP 5773  
Ouagadougou 02, Tél. : 70 25 92 85  
Trésorier adjoint : KABORE G. André, Tél. : 78 85 07 63  
Responsable aux relations extérieures : KABORE Daniel,  
Tél. : 76 68 94 86  
Responsable adjoint aux relations extérieures : KABORE  
Ninda Michel, 01 BP 1884 Ouagadougou 01,  
Tél. : 50 36 48 51  
Responsable aux activités socio-économiques et culturelles :  
KABORE Mathieu, Ouagadougou/Rimkièta  
Responsable adjoint aux activités socio-économiques et cultu-  
relles : KABORE Lazare, S/C 02 BP 5397 Ouagadougou 02  
Responsable à la mobilisation féminine : KABORE Ursule,  
S/C BP 5773 Ouagadougou 02  
Responsable adjointe à la mobilisation féminine : KABORE  
Nathalie, ménagère à Barama.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-007/MATD/RSUO/PBGB/HC du 30 avril 2009.** Le haut-commissaire de la province de la Bougouriba, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : Association Salem Action Fraternelle de Diébougou en abrégé A.S.A.F.**

**Siège : Diébougou, province de la Bougouriba**

**Objectifs :**

promouvoir le développement socio-économique et spirituel de ses membres par la création d'emplois ;  
contribuer à l'éducation et à la formation professionnelle ;  
apporter une assistance aux personnes démunies ;  
témoigner de l'amour de Dieu.

La liste des membres du bureau exécutif organe de l'association A.S.A.F.

Président : YOUL Pidourè, Tél. : 78 85 80 87  
Vice-président : KAMBOU T. John, Tél. : 70 15 89 29  
Secrétaire général : DA B. Boaz, Tél. : 76 60 88 98

Secrétaire général adjoint : BARGO G. Daniel,  
Tél. : 70 27 76 72  
Trésorier général : BARGO Annie Eudoxie, Tél. : 70 39 50 87  
Trésorier général adjoint : KAMBOU Pauline,  
Tél. : 70 15 89 29  
Secrétaire général à l'information : YE Anselme,  
Tél. : 76 04 85 76  
Secrétaire général adjoint à l'information : SOMDA S. Rebecca, Tél. : 70 26 86 87  
Secrétaire général à l'organisation : OUEDRAOGO Amadé,  
Tél. : 70 23 33 37  
Secrétaire général adjoint à l'organisation : KAM William.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-014/RCAS/PCMO/HC du 04 mai 2009.** Le haut-commissaire de la province de la Comoé, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : Association « Djigui Sembe »**

**Siège : Mangodara**

**Objectifs :**

de créer les conditions à la base pour le développement de la commune de Mangodara ;  
d'assurer l'unité et l'épanouissement de tous ses membres, des populations de la commune rurale de Mangodara ;  
de promouvoir l'éducation en mettant un accent particulier sur la scolarisation et l'alphabétisation ;  
de combattre l'analphabétisme ;  
de lutter contre les maladies endémiques ;  
de sensibiliser contre les pandémies du VIH/SIDA, les grossesses non désirées en milieu scolaire ;  
de participer à toutes les activités sportives et culturelles intéressant l'association ;  
de développer un partenariat entre associations nationales et ou/internationales poursuivant les mêmes objectifs.

Les personnes dont les noms suivent sont chargées de l'administration de l'association dans son acte constitutif.

Ce sont :

Président : OUATTARA Mamadou, à la DREBA-CO Bp 320 Koudougou Tél. : 76 56 05 01/50 44 03 03  
Vice-président : OUATTARA Daouda, agent de sécurité à l'antenne ZAIN Mangodara  
Secrétaire général : OUATTARA Zoumana, CEB Mangodara BP 20 Banfora Tél. : 76 64 26 92  
Secrétaire général adjoint : MALO Kô, CEB Mangodara BP 20 Banfora Tél. : 76 30 46 20  
Trésorier général : TANOU Bakary, CEB Mangodara BP 20 Banfora Tél. : 76 05 26 21  
Trésorier général adjoint : OUATTARA Bamoussa, direction de la solde Ouagadougou Tél. : 76 65 70 80/78 00 75 80  
Secrétaire à l'information et à l'organisation : KONATE Simbou, syndicat des transporteurs Mangodara

Tél. : 76 72 29 91

Secrétaire adjoint à l'information et à l'organisation : OUATTARA Fousséni, particulier à Mangodara

Tél. : 75 08 54 15

Secrétaire aux questions économiques : OUATTARA Bakary, particulier à Mangodara Tél. : 75 25 49 01

Secrétaire adjoint aux questions économiques : OUATTARA Seydou, particulier à Nérékorosso

Tél. : 76 90 93 04

Secrétaire à la mobilisation féminine : OUATTARA Barakissa, ménagère à Mangodara

Secrétaire adjointe à la mobilisation féminine : ZAPSONRE Orokiya, commerçante à Mangodara

Tél. : 76 23 67 98

Secrétaire chargé aux activités sportives et culturelles : OUATTARA Batiéba, particulier à Mangodara

Tél. : 76 79 26 26

Secrétaire adjoint chargé aux activités sportives et culturelles : OUATTARA Bamadou, particulier à Mangodara

Tél. : 75 19 52 53.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-022/MATD/RCOS/PBLK/HC-KDG/SG du 08 mai 2009.**

Le haut-commissaire de la province du Boukiemdé, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination: Association Peedg-Wendé des Femmes du secteur n°6 (Kougogo) de Kokologho, en abrégé «A.P.F.K»**

**Siège : Kokologho, province du Boulkiemdé**

**Objectifs :** l'Association Peedg-Wendé des Femmes du secteur n°6 (Kougogo) de Kokologho, poursuit les objectifs suivants :

resserrer les liens de fraternité entre les membres de l'association ;

aider les femmes à s'auto-gérer en développant l'esprit d'initiative pour une amélioration de leur niveau de vie ;

organiser des sorties en vue de faciliter l'ouverture des femmes de l'association au reste du monde, à travers des échanges divers ;

mener des campagnes de sensibilisation dans les domaines de la santé de la femme et de l'enfant, des maladies sexuellement transmissibles tels le VIH-SIDA et la lutte contre l'excision ; rechercher des sources de financement pour des réalisations de projets d'intérêt général dans le domaine économique et socio-culturel ;

contribuer au développement socio-économique des familles par l'octroi de petits crédits ;

aider les femmes de l'association dans le volet alphabétisation en leur dispensant des cours en mooré et en français afin de les sortir de l'ignorance.

Noms, prénoms et adresses des personnes chargées de l'administration de l'association dans l'acte constitutif.

Présidente : NANA/KABRE Tipoko Madeleine. secteur n°6

Kokologho

Vice-présidente : NANA/KABRE Lizata, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire général : NANA/PALOGO Marie, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale adjointe : NANA/OUEDRAOGO Zénébo, secteur n°6 Kokologho

Trésorière générale : NANA/SAM Sabine, secteur n°6 Kokologho

Trésorière générale adjointe : NANA/NANA Antoinette, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale à l'information : NANA/DOLINWEOGO Habibou, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale adjointe à l'information : NANA/SEOGO Marie, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale à l'organisation : NANA/NIKIEMA Hélène, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale adjointe à l'organisation : NANA/KABRE Rasmata, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale aux activités sportives : NANA/SAWADOOGO Mamounata, secteur n°6 Kokologho

Secrétaire générale adjointe aux activités sportives : NANA/SOULY Marie, secteur n°6 Kokologho

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-240/MATD/SG/DGLPAP/DAPCR du 13 mai 2009.**

Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration de modification des textes constitutifs et de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour le parti régie par la loi n° 32-2001/AN du 29 / 11/ 2001.

**Dénomination : Alliance pour la Démocratie et la Fédération Rassemblement Démocratique Africain, en abrégé ADF-RDA**

**Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo**

La composition du bureau politique national de Alliance pour la Démocratie et la Fédération Rassemblement Démocratique Africain est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Gilbert G. Noël, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 66 44 54

1<sup>er</sup> Vice-président : KONE Diao Mamadou, 02 BP 1888 Bobo-Dioulasso 02, Tél. : 70 24 79 08

2<sup>ème</sup> Vice-président : OUEDRAOGO Poko Philippe, 01 BP 2873 Ouagadougou 01, Tél. : 70 24 33 72

3<sup>ème</sup> Vice-président : THIOMBIANO Idrissa, BP 238 Fada Tél. : 70 14 67 58

4<sup>ème</sup> Vice-président : TAMBOURA Ousséini, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 01 17 17

5<sup>ème</sup> Vice-président : KABORE Pathé Jean Claude, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 54 92 67

6<sup>ème</sup> Vice-présidente : DRABO/KANYOULOU Joséphine, 09 BP 222 Ouagadougou 09 Tél. : 70 23 14 45

7<sup>ème</sup> Vice-président : NANA Michel, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 98 78 72

1<sup>er</sup> Commissaire national : LANKOANDE Folga Ildevert, 01

BP 6482 Ouagadougou 01, Tél. : 70 36 22 67

2<sup>ème</sup> Commissaire national : KOUSSOUBE B.Célestin, 02 BP 2896 Bobo-Dioulasso 02, Tél. : 70 37 84 94

3<sup>ème</sup> Commissaire national : BADO Déma Raphaël, 09 BP 411 Ouagadougou 09, Tél. : 70 26 73 14

4<sup>ème</sup> Commissaire national : HIEN Mathieu, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 24 42 48

5<sup>ème</sup> Commissaire national : BAZIEMO François, 01 BP 3294 Ouagadougou 01, Tél. : 70 21 09 25

6<sup>ème</sup> Commissaire national : KOMBARY Basile, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 78 81 77 19

7<sup>ème</sup> Commissaire national : KONKOBO Félix, 01 BP 1350 Ouagadougou 01, Tél. : 70 27 81 69

8<sup>ème</sup> Commissaire national : KABORE André, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 67 37 56

9<sup>ème</sup> Commissaire national : DIALLO Ramata, 07 BP 5218 Ouagadougou 07, Tél. : 70 26 80 89

10<sup>ème</sup> Commissaire national : OUEDRAOGO Adama, 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Tél : 70 05 04 60

11<sup>ème</sup> Commissaire national : OUEDRAOGO Badara Aly, 01 BP 6526 Ouagadougou 01, Tél. : 70 29 11 86

1<sup>er</sup> Conseiller spécial : SANOGO Vla, 09 BP 289 Ouagadougou 09, Tél. : 70 25 95 61

2<sup>ème</sup> Conseiller spécial : OUEDRAOGO Sidi Moustapha, 01 BP 1294 Ouagadougou 01, Tél. : 70 70 08 55

3<sup>ème</sup> Conseiller spécial : SAVADOGO Hamidou, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 78 81 35 91

4<sup>ème</sup> Conseiller spécial : BAMOGO Lallo, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 00 58 11

5<sup>ème</sup> Conseiller spécial : OUEDRAOGO Bourcima, 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Tél. : 70 64 71 04

6<sup>ème</sup> Conseiller spécial : OUEDRAOGO Guiéma Souleymane, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 35 28 63

7<sup>ème</sup> Conseiller spécial : OUEDRAOGO Auguste, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 26 78 36

8<sup>ème</sup> Conseiller spécial : YAMEOGO Paulin, 01 BP 4299 Ouagadougou 01, Tél. : 70 29 07 93

9<sup>ème</sup> Conseiller spécial : KAMBIRE Onfité, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 04 66 23

10<sup>ème</sup> Conseiller spécial : LALSAGA Prosper, 01 BP 6482 Ouagadougou 01, Tél. : 70 31 21 60

11<sup>ème</sup> Conseiller spécial : OUEDRAOGO Chantal, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 66 29 98

Secrétaire générale nationale : SIDIBE Aïssata, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 00 72 41

1<sup>er</sup> Secrétaire général national adjoint : YAGUIBOU Bouba, 01 BP 5765 Ouagadougou 01, Tél. : 70 21 10 98

2<sup>ème</sup> Secrétaire général national adjoint : LEGA Rasmané, 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Tél. : 70 26 21 17

3<sup>ème</sup> Secrétaire général national adjoint : KARGOUGOU Alain, 01 BP 4299 Ouagadougou 01, Tél. : 70 73 24 23

4<sup>ème</sup> Secrétaire général national adjoint : OUATTARA Mamadou, 01 BP 3023 Ouagadougou 01, Tél. : 70 26 88 17

5<sup>ème</sup> Secrétaire général national adjoint : SABDANO Paramani, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 54 93 25

Secrétaire national chargé des relations extérieures et de l'intégration : OUEDRAOGO Etienne, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 10 08 75

Secrétaire national chargé des questions politiques, de la formation et de l'orientation, porte parole du parti : TIEMTORE Zackaria, 06 BP 9192 Ouagadougou 06, Tél. : 70 54 92 66

Secrétaire national chargé de l'organisation : BELEM Sidiki, 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Tél. : 76 64 55 17

Secrétaire national chargé des transports de l'énergie, de l'habitat et des infrastructures : MEDA Joachim, 03 BP 7001 Ouagadougou 03 Tél. : 70 20 58 61

Secrétaire nationale chargée de l'économie et de la planification : SERE Korotimi, 01 BP 6960 Ouagadougou 01, Tél. : 70 94 61 21

Secrétaire national chargé de la justice, des droits humains et de la lutte contre la corruption : DABIRE Norbert, 01 BP 2295 Ouagadougou 01, Tél. : 70 26 54 56

Secrétaire national chargé de la médiation et de la préservation de la paix : OUEDRAOGO A. Galiem, 01 BP 6482 Ouagadougou 01, Tél. : 70 23 15 62

Secrétaire national chargé de l'agriculture, de l'eau, des ressources animales et halieutiques et de la protection de l'environnement : ZARE Jean, 11 BP 411 Ouagadougou 11 Tél. : 70 44 20 16

Secrétaire national chargé de la santé, de l'action sociale et de la solidarité nationale : ZARE Eric, 11 BP 411 Ouagadougou 11, Tél. : 50 34 29 22

Secrétaire national chargé de la mobilisation et de la gestion des ressources financières : OUEDRAOGO Idrissa, 05 BP 6065 Ouagadougou 05, Tél. : 70 26 23 53

Secrétaire national chargé de la défense, de la sécurité intérieure et de la décentralisation : DAH Nicolas, 01 BP 14 Diébougou 01, Tél. : 70 73 75 45

Secrétaire national chargé du commerce, de l'artisanat, du secteur informel et de la promotion de l'entrepreneuriat : SAVADOGO Yacouba, 02 BP 5075 Ouagadougou 02, Tél. : 70 25 89 35

Secrétaire national chargé de la culture, du tourisme, des télécommunications et des TIC : DALLA Jean-Baptiste, 06 BP 9053 Ouagadougou 06, Tél. : 70 15 95 29

Secrétaire national chargé de la mobilisation, de la propagande et de la communication : BERTHE Nouhou, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 47 70 32

Secrétaire nationale chargée de la question du genre et de la famille, présidente du comité national des femmes : BADOIT Cécile, 01 BP 2232 Ouagadougou 01, Tél. : 70 25 41 48

Secrétaire national chargé de la jeunesse de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale, président du comité national des jeunes : OUEDRAOGO Seydou, 01 BP 1991 Ouagadougou 01 Tél. : 70 64 71 65

Secrétaire national chargé des questions scolaires et universitaires, vice-président du comité national des jeunes : DEMTEO Roger, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 76 59 15 88

Secrétaire nationale chargée de l'éducation, de l'alphabétisation, de la recherche et des sciences traditionnelles : KOUNIKOROGO Viviane, 03 BP 7009 Ouagadougou 03, Tél. : 78 81 88 19

Secrétaire national chargé de la discipline interne, de la vérification des mandats et de l'application des mots d'ordre du parti : OUEDRAOGO Karim, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 75 43 10

Secrétaire national chargé du développement du parti :

SAVADOGO Benjamin, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 64 71 04  
 Secrétaire national chargé des sports et loisirs : SAWADOGO Sibiri Robert, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 10 08 75  
 Président du comité national des cadres : DJIGUIMDE Moumouni, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 47 70 32  
 Président du conseil national des sages : DICKO Bassirou, 01 BP 1991 Ouagadougou 01, Tél. : 70 10 86 89.

## COMMISSARIAT CENTRAL DE POLICE DE LA VILLE DE KONGOUSSI

### RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION DE PERTE OU DE VOL

L'an deux mille : neuf  
 Et le : huit mai  
 Nous : Commissaire central de police de kongoussi  
 Certifions que : SAWADOGO Joanny  
 Né le (en) : 8/5/1944 à Kongoussi  
 Profession : retraité  
 Domicilié à : secteur n°5 Kongoussi  
 A déclaré dans nos services avoir perdu le document suivant :

**un permis urbain d'habiter n°673 du 25/08/1975 de la parcelle K lot 37 au nom de feu SAWADOGO Ouampéssé.**

Cette pièce est valable pour une durée d'un (1) mois et ne pourrait en aucun cas remplacer les pièces perdues.  
 Mention n°00680 du 08/05/2009

En foi de quoi nous avons dressé le présent récépissé des pièces susmentionnées.

Le commissaire de police.

### **Récépissé de déclaration d'association n° 2009-092/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 15 mai 2009.**

Le haut-commissaire de la province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association Réveillez-vous Bons Citoyens** »

Siège : **Ouagadougou, secteur n°19**

Objectifs : L'Association a pour objectifs de :

veiller au respect de la dignité humaine ;  
 veiller à l'acquisition d'une bonne citoyenneté des personnes handicapées ;  
 veiller au respect des règles de conduite, la moralisation des personnes handicapées vers l'acquisition d'une bonne citoyenneté ;  
 lutte contre la dégradation des mœurs par des actions de conscientisation et de sensibilisation de la population ;  
 œuvrer à changer les mentalités des personnes handicapées

dans le sens de leur auto-promotion ;  
 promouvoir le développement socio-économique, culturel et sportif des personnes handicapées à travers des microprojets individuels ou collectifs ;  
 participer à la mise en œuvre des politiques sociales en faveur des jeunes, des femmes et des enfants ;  
 faciliter et encourager une amitié et une solidarité d'action des personnes handicapées par la participation aux différentes rencontres touchant la jeunesse.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration :

Président : SAWADOGO Fidèle, Tél. : 78 81 59 32  
 Vice-président : OUEDRAOGO Nadine, Tél. : 75 15 10 20  
 Secrétaire général : MINOUNGOU Ousseni, Tél. : 70 37 51 97  
 Secrétaire générale adjointe : OUEDRAOGO Rosalie, Tél. : 75 23 29 79  
 Trésorière générale : OUEDRAOGO Ida, Tél. : 70 92 13 99  
 Secrétaire à l'information : SAWADOGO Nabonswendé, Tél. : 75 17 59 18  
 Secrétaire à l'information adjoint : ZOROME Issaka, Tél. : 70 50 98 01  
 Secrétaire à l'organisation : BYE Saïdou, Tél. : 71 00 17 08  
 Secrétaire aux affaires féminines : SIMPORE Hélène : Tél. : 76 07 84 66  
 Secrétaire aux affaires féminines adjointe : OUEDRAOGO Awa, Tél. : 70 50 98 01  
 Secrétaire chargé de la formation : SAWADOGO Issa, Tél. : 76 49 13 31  
 1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : KABORE Alassane, Tél. : 76 60 15 19  
 2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : KOALA Ali, Tél. : 76 66 12 62  
 1<sup>er</sup> Conseiller : OUEDRAOGO Macaire, Tél. : 70 01 39 54  
 2<sup>ème</sup> Conseiller : COMPAORE Harouna, secteur n°19  
 3<sup>ème</sup> Conseiller : OUATTARA Soumaïla, secteur n°19  
 4<sup>ème</sup> Conseiller : TAPSOBA Solange, Tél. : 70 26 61 38.



# **Banque Atlantique BURKINA FASO**

## **CONDITIONS DE BANQUE APPLICABLES A LA CLIENTELE**

**01 AVRIL 2009**

### **CHAPITRE I**

#### **CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES**

##### **I - CHAMP D'APPLICATION**

Les conditions de banque, consignées dans le présent recueil, s'appliquent aux opérations réalisées au Burkina Faso par la BABF, au profit de sa clientèle.

Les conditions et règlements édictés par les autorités monétaires s'appliquent de plein droit même s'ils ne figurent pas explicitement dans le présent barème. Il en est de même pour les normes découlant d'accords conclus entre la BABF et ses partenaires.

##### **II - DISPOSITIONS GENERALES**

Les tarifs mentionnés s'entendent hors taxes. (ht)

Toutes les taxes, en particulier la TVA et l'IRC/IRVM, sont intégralement à la charge de la clientèle

Les places bancables sont celles où la BCEAO est, soit installée, soit représentée.

Les dates de valeur sont toujours exprimées en jours ouvrables. Le samedi est considéré comme jour non ouvrable.

Les dates de valeur sont ainsi fixées.

○ Opérations de crédit (Versement d'espèces, virement, remises de chèques, effet après encaissement et opérations diverses)

- Comptes de chèques et compte courant : 1<sup>er</sup> jour ouvrable suivant celui de l'opération
- Compte d'épargne : 1<sup>er</sup> jour de la quinzaine civile suivant le versement soit le 1<sup>er</sup> ou le 16 du mois.

○ Opérations de débit (Retrait d'espèces, virement, paiement de chèque, domiciliations d'effets et opérations diverses)

- Compte de chèques et compte courants : 1<sup>er</sup> jour ouvrable précédent celui du paiement ou l'exécution.
- Compte d'épargne : retrait d'espèces : dernier jour de la quinzaine précédent le retrait soit le 15 ou le 30 du mois.

Monnaie

**Les tarifs indiqués dans le présent recueil sont exprimés en francs FCFA hors TVA sauf disposition expresse contraire.**

Périodicité d'arrêté des comptes

Les arrêts sont effectués aux périodicités suivantes :

- Compte de chèques et comptes courants : chaque fin de mois
- Compte d'épargne : deux fois par an en fin juin et fin décembre

Opérations interbancaires

**Les opérations entre banques ne sont pas soumises aux conditions fixées par le présent texte. En cas de crédit consorcial, l'accord des banques du consortium peut amener à déroger aux conditions du présent texte. Une commission d'arrangement (1,5% min) sera prise dans les cas de risk sharing inter filiales. Les crédits aux établissements financiers peuvent également être accordés à des conditions spéciales.**

**Le taux de base de la BABF (TBB) varie en fonction des conditions du marché ; il est fixé à 11% actuellement.**

**Les frais de télex / Swift / téléphone / fax / courrier sont appliqués sur la base du tarif appliqué par les différents prestataires majorés de 50%. Ces frais sont à la charge du client lorsqu'ils sont exposés.**

## CHAPITRE II

**FONCTIONNEMENT DU COMPTE****I – OUVERTURE DE COMPTE : DEPOT INITIAL**

Compte d'Épargne	10 000
Solde minimum	10 000
Compte d'épargne Atlantique	5 000 000
Solde minimum rémunéré	5 000 000
Compte chèque (Salarié)	25 000
Compte chèque (Particulier non salarié)	50 000
Comptes Courants	
Entreprise individuelle, Association	250 000
SA, SARL, Organismes, Projets, ONG	500 000

**II – BAREME DES TAUX DEBITEURS (Standard)**

Taux de base BABF	TBB =	11% / an
Crédits court terme	TBB + 3 =	14% / an
Crédits moyen terme	TBB + 2,5 =	13,5% / an
Crédits long terme	TBB + 1 =	12% / an
Crédits consortiaux	taux de pool	
Les taux définis s'entendent taux maximum applicables		

**III – BAREME DES TAUX CREDITEURS (Standard)**

Dépôt à terme	
Montant minimum	2 000 000
Taux applicable	2,5% / an minimum
Durée	Minimum un mois
Taux susceptible d'être révisé en fonction de l'évolution des taux du marché monétaire, de la durée et du montant du dépôt	
Compte d'épargne	3,5% / an
Compte d'épargne Atlantique	3,75% / an
Compte à vue	non rémunéré

**IV - FRAIS DE TENUE DE COMPTE**

Les commissions de tenue de compte sont mensuellement dues et tout mois commencé est dû.

Comptes de particuliers	2 000
Retraités	500
Etudiant fonctionnaire (sans chéquier)	1 000
Comptes courants	
SA, SARL,	10 000
Organismes, Projets, ONG,	10 000
Entreprises individuelles	4 000
Associations	4 000

**V - CLOTURE DE COMPTE**

Particuliers (compte d'épargne et compte chèque)	5 000
Comptes courants	10 000

**VI – COMMISSION DE COMPTE (Compte courant)**

Outre les frais de tenue de compte, les comptes courants supportent une commission mensuelle proportionnelle calculée sur le total des mouvements « débit » dont le taux est fixé à ¼‰ /Mois (standard) (Exception faite des associations)

Minimum de perception mensuelle	5 000
---------------------------------	-------

**VII - COMMISSION DE PLUS FORT DECOUVERT**

Tout débit par découvert en compte supporte une commission mensuelle calculée sur le plus fort découvert en valeur du mois, dont le taux est fixé à 1/12 %.

Minimum de perception	5 000
-----------------------	-------

**CHAPITRE III****ENGAGEMENTS DIRECTS****I. FRAIS DE DOSSIER CCT & CMLT****Crédits aux particuliers**

Tranches	Frais de dossier
De 0 à 500 000	10 000
de 500 001 à 1 500 000	15 000
de 1 500 001 à 2 500 000	20 000
De 2 500 001 à 5 000 000	30 000
de 5 000 000 à 10 000 000	50 000
de 10 000 001 à 20 000 000	75 000
supérieur à 20 000 000	100 000

**Crédits commerciaux**

Tranches	Frais de dossier
De 0 à 5 000 000	50 000
de 5 000 001 à 10 000 000	100 000
de 10 000 001 à 25 000 000	150 000
de 25 000 001 à 50 000 000	250 000
de 50 000 001 à 100 000 000	350 000
supérieur à 100 000 000	500 000

**Moyen terme & Long terme**

Tranches	Frais de dossier
De 0 à 50.000.000	200 000
De 50 000 001 à 200.000.000	350 000
De 200.000.001 à 500.000.000	500 000
Plus de 500.000.000	1 000 000
Commission d'engagement (en une fois)	1 %

**II. AUTORISATION DE DECOUVERT (REFER)**

Commission de forçage	Montant
Particuliers	2 500
Entreprises individuelles, associations	3 000
SA, SARL, ONG	5 000

**III. ESCOMPTE D'EFFETS**

Effet sur place	Minimum 15 jours
Effet hors Burkina Faso	Minimum 45 jours
Frais de dossier	Cf crédit court terme
Commission de manipulation	5 000
Commission d'endos	0,15% flat minimum 5 000
Commission de domiciliation non avisée	20 000

**IV. REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION (CCT& CMLT)**

Commission	Montant
De 0 à 500.000	25 000 ht
De 500.001 à 2.000.000	50 000 ht
De 2.000.001 à 5.000.000	100 000 ht
Supérieur à 5.000 001	2% ht

Créances impayées	taux de crédit + 2%
Rupture DAT avant terme	1% sur intérêts échus minimum 5 000

**CHAPITRE IV****ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE****I. CAUTIONS SUR MARCHES**

Caution de soumission	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution avance de démarrage	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution de bonne fin	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution retenue de garantie	3% /an Minimum 1 trimestre
Commission sur caution non apurée	2% /an Minimum 1 trimestre
Minimum de perception	20 000
Frais d'acte Modèle standard	30 000
Frais d'acte Modèle imposé	35.000
Frais de prorogation	20.000
Demande d'annulation	35.000

**II. CAUTIONS FISCALES (douane + obligations cautionnées)**

Crédit d'enlèvement	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution d'entrepôt fictif	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution d'admission temporaire	3% /an Minimum 1 trimestre
Caution de droit et taxes	3% /an Minimum 1 trimestre
Obligations cautionnées et cautions diverses	3% /an Minimum 1 trimestre
Minimum de perception	30 000
Frais d'acte	50 000

**III. CAUTIONS GARANTIES DE PAIEMENT**

Frais d'acte Garantie de paiement au fournisseur	100 000
Frais d'acte Garantie à première demande/ Contre garantie bancaire	200 000
Caution pour garantie à première demande	3% /an Minimum 1 trimestre
Contre garantie bancaire	3% /an Minimum 1 trimestre

**IV. NANTISSEMENT DE MARCHE OU DELEGATION DE CREANCES**

Frais d'huissier à répercuter au client	Minimum 37 000
---	----------------

**V. AVAL DE TRAITES**

Commission	3% /an Minimum 1 trimestre
Minimum de perception	50 000

Tranches	Frais de dossier
De 0 à 10.000.000	50 000
De 10 000 001 à 25.000.000	100 000
De 25.000.001 à 50.000.000	150 000
Supérieur à 50.000.000	250 000 ht

**CHAPITRE V****OPERATIONS DU PORTEFEUILLE LOCAL****I. VIREMENTS**

De compte à compte	
même titulaire	Franco
tiers	Franco
Interbancaire	1 500
Virements permanents de compte à compte	
frais annuel	6.000
Virement permanent interbancaire	
frais de dossier / an	8 000
commission / opération	1.600
Certification de chèque & annulation	5 000

**II. CHEQUIERS**

Délivrance de carnet de chèque	
barré	Gratuit
non barré (frais à reverser intégralement à l'Etat)	25Fcfa/feuille
Emission sécurisée de lettre chèque	tarif imprimeur à répercuter
Envoi de chéquiers	
prix du recommandé	frais d'envoi à répercuter
par courrier express à la demande du client :	frais d'envoi à répercuter
Frais de destruction chéquiers (06 mois)	3 000

**III. REMISES DE CHEQUES**

Chèques payables au Burkina Faso

Encaissement chèques sur place	Sans frais
Date de valeur	J + 2

## CHAPITRE VI

Chèques BABF	J + 1
--------------	-------

## Chèques payables à l'étranger

Crédit après encaissement	45 jours
Commission fixe	5 000
Frais courrier express	frais d'envoi à répercuter
frais du correspondant	A la charge du bénéficiaire
Chèque escompté en valeur (crédit immédiat)	
A l'étranger	45 jrs
Commission fixe	15 000
Frais courrier express	frais d'envoi à répercuter
Frais du correspondant	A la charge du bénéficiaire
Frais d'impayé	10 000

## Impayés

frais de retour chèque impayé au cédant	3 000
Commission sur chèque impayé supporté par le tireur	5 000

## Incidents de paiements

lettre d'avertissement	2 000
lettre d'injonction	5 000
Frais d'huissier	frais à répercuter au client

## Chèques et effets libres reçus de l'étranger et payables au Burkina

Frais d'encaissement	Frais dossier de
De 0 à 10.000.000	10 000
De 10 000 001 à 20.000.000	20 000
De 20.000.001 à 50.000.000	50 000
Supérieur à 50.000.000	75 000
Frais d'impayé	10 000
Télex / Swift	15 000
Frais de transfert	Cf section transfert

## Effets prorogés

Escompte	Minimum 15 jours et 12 000
Encaissement	10 000
Réclamation d'effet non échus	5 000
Avis de sort demandé par le cédant	5 000
Opposition sur effet :	
- commission d'opposition	8 000
- Frais trimestriels	5 000
Retour effets impayés non protestables :	
- A l'escompte	10 000
- A l'encaissement	5 000
Retour effets impayés protestables :	
- A l'escompte	15 000
- A l'encaissement	10 000

## CHAPITRE VI

OPERATIONS AVEC L'ETRANGER**I. TRANSFERTS EMIS SUR L'ETRANGER**

## ZONE UEMOA

<b>compte à compte de banque atlantique à banque atlantique</b>	
jusqu'à CFA 5 000 000	5 000
de 5 000 001 à 10 000 000	12 500
de 10 000 001 à 50 000 000	62 500
au dessus de 50 000 000	100 000
<b>compte à compte vers autre banque</b>	
jusqu'à CFA 5 000 000	10 000
de 5 000 001 à 10 000 000	25 000
de 10 000 001 à 50 000 000	100 000
au dessus de 50 000 000	150 000
<b>mise à disposition et appel de fonds</b>	
<b>(charges perçues par la banque uniquement qui transfère,</b>	
<b>pas de charge pour le bénéficiaire)</b>	
jusqu'à CFA 2 500 000	7 500
de 2 500 001 à 10 000 000	20 000
de 10 000 001 à 20 000 000	40 000
de 20 000 001 à 50 000 000	90 000
de 50 000 001 à 100 000 000	150 000
au dessus de 100 000 000	175 000
<b>Frais téléx / SWIFT</b>	<b>10 000</b>

## HORS UEMOA

**\* EN EURO**

Tranches	Montant
0 à 10 millions	18 000
10 à 25 millions	40 000
25 à 50 millions	42 000
50 à 100 millions	95 000
Au delà de 100 millions	120 000
Frais de téléx/ SWIFT	15 000
Taxe BCEAO	0,30%
Commission de change	1% (variable en fonction des conditions du marché)

**\* AUTRES DEVISES**

Tranches	Montant
0 à 10 millions	25 000
10 à 25 millions	35 000
25 à 50 millions	80 000

50 à 100 millions	150 000
au delà de 100 millions	200 000
Frais de téléx / SWIFT	17 500
Taxe BCEAO	0,30%

Chèque de banque	cf opérations avec l'étranger
------------------	-------------------------------

## II. TRANSFERTS RECUS DE L'ETRANGER

Client BABF	Franco
Mise à disposition non client (espèces)	Franco
Virement Inter Bancaire	20 000

## III. CHEQUES ET EFFETS A L'ENCAISSEMENT / ESCOMPTE DE CHEQUES

SUR PLACE	franco
HORS BURKINA	
Frais courrier express	frais d'envoi à répercuter
Date de valeur	45 jours
Frais d'impayé	20 000
Les frais du correspondant sont à la charge du remettant.	
<b>ESCOMPTE DE CHEQUE</b>	
Frais de manipulation	10 000
Frais DHL si déplacé	frais d'envoi à répercuter
Date de valeur	J+2

## IV. REMDOC IMPORT (Toutes zones)

Frais d'encaissement	20 000
Frais d'acceptation	10 000
Frais documents en souffrance	25 000
Port de lettre	5 000
Frais téléx/SWIFT	17 500
Frais d'impayé	20 000
Frais de retour éventuel	30 000
Frais domiciliation	20 000
Frais documentaire	
0 à 10 millions	20 000
10 à 25 millions	40 000
25 à 50 millions	60 000
50 à 100 millions	85 000
au delà de 100 millions	100 000
Commission de change (EURO)	1% (variable en fonction des conditions de marché)

## V. REMDOC EXPORT

Frais d'encaissement	20 000
Port de lettre	5 000
Frais téléx/SWIFT	17 500
Frais levée de documents	25 000
Frais documentaire	
0 à 10 millions	20 000
10 à 25 millions	40 000
25 à 50 millions	60 000
50 à 100 millions	85 000
au delà de 100 millions	100 000



**VI. CREDOC IMPORT**

Frais d'ouverture (tout trimestre commencé est dû)	4% /an minimum 1 trimestre et 50 000
Frais de téléx	10 000
Frais de modification portant sur le montant	0,25 % / trimestre sur la différence Min 50000
Frais de modification portant sur la validité	0,25 % / trimestre minimum 30 000
Frais de modification portant sur les termes	20 000
Commissions d'utilisation	0,25 % / trimestre minimum 20 000
Commission levée de réserves	20 000
Frais d'acceptation	1 %/ trimestre minimum 2 mois et 20.000
Frais d'annulation	40 000
Port de lettre	5 000
<b>Lettre de garantie pour absence de documents</b>	<b>3% / an minimum 1 trimestre</b>
<b>Frais de confirmation</b>	<b>fonction des frais appliqués par le correspondant (2 à 3% / trimestre)</b>

**VII. CREDOC EXPORT**

Frais de notification (ne se cumule pas avec les Commissions de confirmation)	1,5‰ minimum 20 000
Frais de confirmation	0,25% / trimestre minimum 20 000
Frais d'utilisation	0,15% minimum 20 000
Port de lettre	5 000
Frais d'annulation	50 000
Frais de levée de documents	25 000 par jeu de docs.
Frais de téléx	17 500
Frais de modification portant sur le montant	0,25 % sur la différence Minimum 20.000
Frais de modification portant sur la validité	0,25 % minimum 20 000
Frais de modification portant sur les termes	20 000
Frais d'acceptation	0,25 % minimum 2 mois et 20.000

**VIII. CHANGE MANUEL**

<b>ACHAT</b>	
EURO	franco
Coupures de moins de 100 Euro	1% Minimum 1 000
Autres devises	cours du jour
<b>VENTE</b>	
EURO	2% Minimum 1 000
Autres devises	cours du jour minimum 2500

**CHAPITRE VII****MONETIQUE****I – TARIFICATION**

	<b>Privilège (2 ans)</b>	<b>Epargne (1 an)</b>	<b>Cash (1 an)</b>	<b>Traveler (1 an)</b>	<b>Premium (2 ans)</b>
Coût de la carte la 1ère année	10 000	5 000	10 000	35 000	100 000/ 66 000 la carte supplémenta ire
Commission	10 000	-	-	-	-

	Privilege (2 ans)	Epargne (1 an)	Cash (1 an)	Traveler (1 an)	Premium (2 ans)
annuelle					
Frais de gestion mensuel	-	-	-	-	10 000 (15,24 Eur.)
Commission duplication	10 000	5 000	10 000	35 000	66 000 (100 Eur.)
<b>OPERATIONS LOCALES</b>					
Commission de retrait	100	100	100	3280 (5 Eur.)	4%, minimum 10 Eur.
Demande de Solde	-	-	-	-	-
Demande de mini relevé	200	200	200	-	-
Virement compte à compte	-	-	-	-	-
Renouvellement de carte	10 000	5 000	10 000	35 000	100 000
Commission de chargement	-	-	2Maxi 50 000/ min 1000	2.5% maxi 100 000 / min 1500	-
Mise en opposition carte	5 000	5 000	5 000	10 000	10 000
Main levée après opposition	1 000	1 000	1 000	2 500	5 000
Réédition de code confidentiel	2 500	2 500	2 500	5 000	5 000
<b>OPERATIONS DELOCALISEES</b>					
Retrait délocalisé	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	3280 (5 Eur.)	4%, minimum 10 Eur.
Demande de solde délocalisé	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	-	-
Mini relevé délocalisé	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	Tarif de la filiale hôte	-	-
<b>OPERATIONS A L'INTERNATIONAL</b>					
Commission de retrait	-	-	-	3280 (5 Eur.)	4%, minimum 10 Eur.

## II – PREMIUM

<b>RETRAIT</b>
5 retraits par jour avec un maximum de 750 EUR
15 retraits par fenêtre avec un maximum de 1 500 EUR
<b>ACHAT</b>
10 achats par jour avec un maximum de 1 500 EUR
50 achats par fenêtre avec un maximum de 3 000 EUR
<b>LIMITES DE CREDIT</b>
Minimum : 5 000 USD
Maximum : 10 000 USD
<b>INTERETS APPLICABLES</b>
DAB : 23%/ an
Paiements commerçants : 20%/an
<b>Fenêtre d'opération : 7 jours</b>

4 méthodes de remboursements laissés au choix du client à la contraction du contrat carte. 10 %, 20 %, 30 % ou 100 % est le minimum à payer par le client sur sa consommation mensuelle.

### III – TRAVELLER

<b>RETRAIT</b>	
5 retraits par jour avec un maximum de 5 000 EUR	
15 retraits par fenêtre avec un maximum de 7 000 EUR	
<b>ACHAT</b>	
10 achats par jour avec un maximum de 5 000 EUR	
50 achats par fenêtre avec un maximum de 7 000 EUR	
<b>COMMISSION</b>	
retrait :	05 EUR
paiement commerçant :	Franco
Une caution de 25 euros est retenue à la souscription pour les retraits (La carte offre la possibilité de faire 05 retraits par jour, ce qui implique que la carte a un solde de début de – 25 EUR d'où la caution).	
<b>CLOTURE COMPTE CARTE</b>	
Frais	25 EUR
<b>Fenêtre d'opération : 7 jours</b>	
<b>NB :</b> A expiration de la carte, si le porteur ne renouvelle pas sa carte alors qu'il a un solde créditeur, son compte sera débité de 10 EUR chaque mois.	

<b>PLAFOND OPERATIONS MASTERCARD TRAVELER</b>	
CHARGEMENT	7 000 EUROS (4 585 000 F CFA)
RETRAIT	750 EUROS/SEMAINE (500 000 F CFA)
PAIEMENTS COMMERCANTS	ILLIMITE

## CHAPITRE VIII

### DIVERS

<b>Réclamations / investigations</b>	
Année en cours	10 000
Autres années	15 000
Frais de chèque de guichet	2 500
ATD, saisie arrêt	5 000
Ouverture succession	10 000
Frais pour main levée d'hypothèque	50 000
Frais pour restitution de titre (dépôt libre)	25 000
<b>Historique relevé de compte</b>	
Moins de 6 mois	5 000
Plus de 6 mois	10 000
<b>Justificatifs</b>	
Moins de 6 mois	10 000
Plus de 6 mois	15 000
Relevé de compte du mois en cours	1 500
Lettre de recommandation	5 000
Confirmation directe de solde (circularisation)	50 000
Relevé d'identité bancaire (RIB)	1 500
Casiers à lettres	20 000/an
Collecte de fonds	négociation avec le client
Frais de conservation ou de destruction chéquier	5 000
Frais de réouverture de compte	recupération des agios antérieurs + 20 000
Avis de sort demande par le cédant	5 000
Attestation de capacité financière sur marché	50 000

Attestation de capacité financière achat terrain	30 000
Attestation de capacité financière pour frais d'étude	50 000
Attestation de capacité financière pour agrément	50 000
Attestation de ligne de crédit sur marché	75 000
Attestation de non engagement sur un marché	10 000
Attestation de versement	5 000
Attestation de compte	5 000
Attestation de solde	5 000
Attestation de virement irrévocable	5 000

## CONDITIONS TARIFAIRES

### APPLIQUEES AUX OPERATIONS

### AVEC L'ETRANGER

Mise à jour : mars 2009



**SOCIETE GENERALE**  
DE BANQUES AU BURKINA



**SOCIETE**  
**GENERALE**

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS HT

## OPERATIONS DE CHANGE MANUEL ET CHEQUES DE VOYAGE

## I. VENTE ET ACHAT BILLETS

Vente de billets par le client :

Euro	Franco
Autres devises	1,695%

Achat de billets par le client :

Euro	1,695%
Autres devises	2,542%

## II. VENTE ET ACHAT TRAVELLERS CHEQUES

Vente de chèques de voyage par le client :

Euro	1,5%
Autres devises	2%

Achat de chèques de voyage par le client :

Euro	2,5%
Autres devises	2,5%
Opposition chèque de voyage	10 000

## TRANSFERTS DE FONDS

## I. TRANSFERTS RECUS

Appel de fonds	10 000
----------------	--------

Transferts reçus zone UEMOA :

Jusqu'à 30 000 :

Client SGBB	Franco
Client autre banque	5 000

De 30 001 à 5 000 000 :

Client SGBB	2 500
Client autre banque	10 000

5 000 001 à 25 000 000 :

Client SGBB	5 000
Client autre banque	15 000

Supérieur à 25 000 000 :

Client SGBB	5 000
Client autre banque	25 000

Transferts reçus faveur clients non domiciliés (mise à disposition) :

Jusqu'à 500 000	10 000
Supérieur à 500 000	2%

Minimum 20 000

Port de lettre	1 500
----------------	-------

Demande de compléments d'informations pour transfert reçu	20 000
---	--------

Transferts reçus devise Euro :

Client SGBB :

Jusqu'à 30 000	franco
Supérieur à 30 000	5 000

Client autre banque :

Jusqu'à 30 000	5 000
30 001 à 5 000 000	10 000
5 000 001 à 25 000 000	15 000
Supérieur à 25 000 000	25 000

Transferts reçus devise autre que Euro et CFA :

Client SGBB :

Jusqu'à 30 000	franco
Supérieur à 30 000	5 000
Client autre banque	5 000

Commission de change pour devises autres que Euro ou FCFA :

Jusqu'à 5 000 000	10 000
De 5 000 001 à 25 000 000	15 000
De 25 000 001 à 50 000 000	75 000
Supérieur à 50 000 000	0,15%

NATURE DE L'OPERATION	TARIFS HT
<b>II. TRANSFERTS ENUS ET CHEQUES DE BANQUE</b>	
<i>Commissaire de transferts sans USMCA :</i>	
Jusqu'à 10 000 000	10 000
10 000 001 à 25 000 000	25 000
25 000 001 à 50 000 000	50 000
50 000 001 à 100 000 000	75 000
100 000 001 à 500 000 000	150 000
Supérieur à 500 000 000	300 000
<i>Commissaire de transferts autres devises :</i>	
Jusqu'à 10 000 000	30 000
10 000 001 à 25 000 000	75 000
25 000 001 à 50 000 000	150 000
50 000 001 à 100 000 000	300 000
100 000 001 à 200 000 000	500 000
200 000 001 à 300 000 000	800 000
300 000 001 à 400 000 000	1 000 000
400 000 001 à 500 000 000	1 300 000
500 000 001 à 1 000 000 000	2 200 000
1 000 000 001 à 2 000 000 000	4 000 000
2 000 000 001 à 5 000 000 000	10 000 000
Plus de 5 000 000 000	15 000 000
<i>Commissaire de change pour devises autres que Euro ou FCFA :</i>	
Jusqu'à 5 000 000	10 000
De 5 000 001 à 25 000 000	15 000
De 25 000 001 à 50 000 000	75 000
Supérieur à 50 000 000	0,15%
Port de lettre	1 500
Frais de SWIFT	10 000
Frais d'écriture	3 500
Modification de transfert	20 000
SAH incomplet	10 000
Annulation de transfert ou de chèque de banque	25 000
<b>III. TRANSFERTS PERMANENTS</b>	
Frais de dossier	10 000
<b>IV. FRAIS DE CORRESPONDANT</b>	
<i>France :</i>	
Réseau Société Générale	4 560
Hors réseau Société Générale	13 119
Reste du monde	Selon facturation du correspondant
Supplément pour IB incomplet	5 000
Opposition chèque de banque	26 238
<b>V. CHEQUES ETRANGERS</b>	
<i>Frais d'encashement sur chèque et effet reçu, en sus des frais de transfert :</i>	
Jusqu'à 5 000 000	2 500
De 5 000 001 à 10 000 000	5 000
Supérieur à 10 000 000	20 000
<i>Frais d'encashement sur chèque et effet émis, en sus des frais de transfert :</i>	
Jusqu'à 10 000 000	10 000
De 10 000 001 à 25 000 000	20 000
De 25 000 001 à 50 000 000	30 000
Supérieur à 50 000 000	75 000
Frais de participation sur chèque et effet reçu	5 000
<i>Commissaire de change pour devises autres que Euro ou FCFA :</i>	
Jusqu'à 5 000 000	10 000
De 5 000 001 à 25 000 000	15 000
De 25 000 001 à 50 000 000	75 000
Supérieur à 50 000 000	0,15%
Port de lettre	1 500
Frais d'écriture	3 500
Nombre de jours de valeur	45 jours
Frais taxes d'importation	15 000
Frais sur effet ou chèque en souffrance	4 000

Par an

Par effet

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS HT

**CREDITS ET REMISES DOCUMENTAIRES****I. CREDITS DOCUMENTAIRES IMPORT**

Frais de dossier	20 000	
Commission d'ouverture (par trimestre)	0,25%	Minimum 20 000
Frais de modification :		
Du montant du crédit	Frais d'ouverture sur la différence	
Des termes du crédit	20 000	
Frais de prorogation :	Commission d'ouverture	Minimum 1 mois
Commission d'utilisation	0,12%	Minimum 20 000
Frais d'acceptation (par mois)	0,25%	Minimum 20 000
Frais d'annulation	20 000	Plus frais de SWIFT
Commissions de transferts autres devises :		
Jusqu'à 10 000 000	30 000	
10 000 001 à 25 000 000	75 000	
25 000 001 à 50 000 000	150 000	
50 000 001 à 100 000 000	300 000	
100 000 001 à 200 000 000	500 000	
200 000 001 à 300 000 000	800 000	
300 000 001 à 400 000 000	1 000 000	
400 000 001 à 500 000 000	1 300 000	
500 000 001 à 1 000 000 000	2 200 000	
1 000 000 001 à 2 000 000 000	4 000 000	
2 000 000 001 à 5 000 000 000	10 000 000	
Plus de 5 000 000 000	15 000 000	
Commissions de change pour devises autres que Euro ou FCFA :		
Jusqu'à 5 000 000	10 000	
De 5 000 001 à 25 000 000	15 000	
De 25 000 001 à 50 000 000	75 000	
Supérieur à 50 000 000	0,15%	
Port de lettre	3 000	
Frais d'écriture	3 500	
Frais de SWIFT	25 000	
Non transmission de documents douane à l'échéance	0,35%	
Commission de souffrance tous les mois jusqu'à réception du document de douane	20 000	

**II. REMISES DOCUMENTAIRES IMPORT**

Frais de dossier	15 000	
Frais d'encaissement	20 000	
Frais documentaires par jeu de connaissements	0,2%	Minimum 25 000
Frais d'acceptation	15 000	
Frais effets documentaires en souffrance	25 000	
Commissions de transferts autres devises :		
Jusqu'à 10 000 000	30 000	
10 000 001 à 25 000 000	75 000	
25 000 001 à 50 000 000	150 000	
50 000 001 à 100 000 000	300 000	
100 000 001 à 200 000 000	500 000	
200 000 001 à 300 000 000	800 000	
300 000 001 à 400 000 000	1 000 000	
400 000 001 à 500 000 000	1 300 000	
500 000 001 à 1 000 000 000	2 200 000	
1 000 000 001 à 2 000 000 000	4 000 000	
2 000 000 001 à 5 000 000 000	10 000 000	
Plus de 5 000 000 000	15 000 000	
Commissions de change pour devises autres que Euro ou FCFA :		
Jusqu'à 5 000 000	10 000	
De 5 000 001 à 25 000 000	15 000	
De 25 000 001 à 50 000 000	75 000	
Supérieur à 50 000 000	0,15%	
Port de lettre	1 500	
Frais d'écriture	3 500	
Frais de SWIFT	10 000	
Frais fixes d'employés	30 000	
Frais de manipulation sur effet documentaire reçu pour acceptation et retour	5 000	
Frais de retour	8 000	

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS HT

Frais de courrier rapide :	16 000	
Non transmission de documents douane à l'échéance	0,35%	
Commission de souffrance tous les mois jusqu'à réception du document de douane	20 000	
<b>III. CREDITS DOCUMENTAIRES EXPORT</b>		
Frais de dossier	20 000	
Frais de notification	0,15%	Minimum 20 000
Frais de confirmation (par trimestre)	20 000	Au minimum
Frais d'utilisation	0,15%	Minimum 20 000
Commission de change pour devises autres que Euro ou FCFA :		
Jusqu'à 5 000 000	10 000	
De 5 000 000 à 25 000 000	15 000	
De 25 000 000 à 50 000 000	75 000	
Supérieur à 50 000 000	0,15%	
Port de lettre	3 000	
Frais de modification :		
Du montant du crédit :		Frais de notification ou de confirmation sur la différence
Des termes du crédit	20 000	
Prorogation :		
Frais de notification	0,15%	Minimum 20 000
Frais de confirmation	20 000	Au minimum
Frais de courrier rapide	16 000	
Frais d'annulation de crédoc	20 000	

**IV. REMISES DOCUMENTAIRES EXPORT**

Frais de dossier	15 000	
Frais d'encaissement	20 000	
Frais documentaires par jeu de connaissements	0,2%	Minimum 25 000
Commission de change pour devises autres que Euro ou FCFA :		
Jusqu'à 5 000 000	10 000	
De 5 000 000 à 25 000 000	15 000	
De 25 000 000 à 50 000 000	75 000	
Supérieur à 50 000 000	0,15%	
Port de lettre	1 500	
Frais de courrier rapide	16 000	
Frais de SWIFT	10 000	
Taux d'escompte en cas de remise escomptée		Suivant la catégorie du cédant

**DIVERSES OPERATIONS ETRANGER****Domiciliation de marchandises hors zone UEMOA :**

Commission de domiciliation import	15 000	Par trimestre
Commission de domiciliation export	15 000	Par trimestre
Commission de domiciliation non apurée	15 000	Par trimestre
Commission de modification	10 000	
Commission d'annulation	10 000	

**Cautions pour absence de documents :**

Frais d'acte	20 000	
Frais proportionnels par an	3%	Minimum 20 000 par trimestre
Taxe sur transfert à l'étranger hors UEMOA	0,30%	A reverser à l'Etat
<b>Frais de recherche :</b>		
Au cours du trimestre	5 000	
Au cours du semestre	10 000	
Plus d'un semestre	15 000	
Un an et plus	20 000	

**Service de gestion de trésorerie :**

Envoi relevé format MT 940	30 000	Par mois
Envoi relevé format MT 950	25 000	Par mois
Envoi relevé format AFS 120	30 000	Par mois

Liste non exhaustive



## NATURE DE L'OPERATION

## V) WESTERN UNION

(transfert d'argent)

## VI) PRODUITS D'EPARGNE

Dédit

## VII) LOCATION DE COFFRES FORTS

Très petits modèles

Petits modèles

Modèles moyens

Grands modèles

## TARIFS TTC

Barèmes affichés aux  
guichets Western Union

10 000 Par an

50 000 Par an

75 000 Par an

125 000 Par an

150 000 Par an

## COMMISSIONS ET FRAIS DIVERS

## TARIFS HT

## I) FRAIS DE CLOTURE DE COMPTE

Compte de chèque

6 000

Compte d'épargne

6 000

## RECHERCHES

Recherches manuelles

3 000

Relevé de compte

Justificatif d'écriture:

Moins de 6 mois

5 000

De 6 à 12 mois

10 000

Supérieur à 12 mois

20 000

Photocopie

300

Par page

Éditions informatiques

2 000

## AUTRES

Attestation de solde

6 000

Confirmation de solde

15 000

Attestation de compte

6 000

Capacité financière

25 000

Frais de forçage de chèque

500

Frais de découvert

5 000

Par an quelque soit le  
montant

Relevé d'Identité Bancaire

1 000

Attestation de non engagement

1 000

Liste non exhaustive

30

Un réseau en croissance  
pour être plus proche de vous

## A OUAGADOUGOU

## . AGENCE PRINCIPALE

248, rue de l'Hôtel de Ville

Tél. : 50 32 32 32

Fax : 50 31 05 61

E-mail : sgbb.burkina@socgen.com

Site Internet : www.sgbb.bf

## . AGENCE KWAME N'KRUMAH NATIONS-UNIES

224, av. Ilboudo Waogyandé

Tél. : 50 30 71 05

## . AGENCE KWAME N'KRUMAH REFERENCE

1268, av. Kwamé N'Krumah

Tél. : 50 30 57 58

## . AGENCE CHARLES DE GAULLE

1 703, av. Charles de Gaulle

Tél. : 50 36 92 38

## . AGENCE GOUNGHIN

210, av. Kadiogo

Tél. : 50 34 53 39

## . AGENCE PATTE D'OIE

3846, av. du Moro Naaba Wobgo

Tél. : 50 38 79 99

## A BOBO-DIOULASSO

## . AGENCE BOBO-DIOULASSO

590, av. Guillaume Ouédraogo

Tél. : 20 97 33 90 \* Fax: 20 97 34 48

SOCIETE GENERALE  
DE BANQUES AU BURKINASOCIETE GENERALE  
DE BANQUES AU BURKINATARIFS ET CONDITIONS DES  
PRINCIPALES OPERATIONS  
CLIENTELE DE PARTICULIERS

Mise à jour : août 2008

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS HT

## COMMISSIONS ET FRAIS SUR COMPTE

I) COMPTE DE CHEQUES  
Frais de tenue de Comptes à vue

2 000 F par mois

II) COMPTE D'EPARGNE  
Frais de gestion

Interêts servis

Gratuit  
Jusqu'à 5 000 000 F  
au delà les interêts  
ne sont pas servis

Solde minimum

10 000

III) DEPOT A TERME  
Dépôt minimum

5 000 000 Durée minimum : 1 mois

## SERVICES ATTACHES AU FONCTIONNEMENT DU COMPTE

I) SERVICES GRATUITS

Ouverture de compte

Remise de chèque non barré

Envoi de relevés de compte à

périodicité mensuelle pour les

comptes de chèques et trimestrielle

pour les comptes d'épargne  
Virement de compte à compte SG BB

Retrait par carte dans les distributeurs

SG BB

Paiement par carte au Burkina Faso

Retrait d'espèces au guichet

Remise à l'encaissement de chèques

sur nos caisses ou sur les confrères

de la place

Retrait de somme à disposition par

soi-même

II) SERVICES PAYANTS

Opérations de caisse

Versement d'espèces

Mise à disposition par un tiers

Virement déposé

Virement faveur tiers

Virement interbancaire

Retrait déposé

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS HT

Virement permanent compte à compte

Frais de dossier

Commission faveur tiers

Virement permanent interbancaire

Frais de dossier

Commission

Port de lettre

Virement par caisse

Commission proportionnelle

Port de lettre

Commission gestion au delà du

trimestre

Chèques

Bordereau de retrait

Certification de chèque

Jusqu'à 1 000 000

De 1 000 001 à 10 000 000

Supérieur à 10 000 000

Tirage chèque de banque

Encaissement chèques tirés sur les

confrères hors place :

Commission fixe par chèque

Port de lettre

Chèques impayés

Frais au détail

Frais au tireur

Frais de dossier

Frais par chèque impayé

Frais par lettre d'information

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

Frais d'envoi de recommandé

## SERVICES ET PRODUITS

## TARIFS TTC

I) VOCAUA

Par téléphone

Par fax

Par e-mail

25 Droits d'entrée

1% Minimum 2 500

2 542

16 000

2 600

2 542

## NATURE DE L'OPERATION

## TARIFS TTC

II) CARTES DE RETRAIT ET DE  
PAIEMENT

Souscription

Carte Eclyptus

Carte Hibiscus

2ème carte sur le même compte

Autres frais

Mise en opposition

Rédaction code secret

Frais sur utilisation à l'étranger

Retrait DAB ou Cash Advance

Paiement par carte

III) PRODUITS DE BANCASSURANCE

(établis en relation avec un

Assureur)

Sogévie Plus

SOG EVOYAGE

IV) CREDITS AUX PARTICULIERS

Prêts à la consommation

Frais de dossier

Taux

Prêts immobiliers

Frais de dossier

Taux

Prêts scolaires

Frais de dossier

Taux public

Taux préférentiel(détention de

produits SG BB)

Facilité de caisse

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

Remboursement par anticipation

3 500 Minimum par an

3 750 Minimum par an

Tarif préférentiel pour les clients

SG BB

TARIFS HT

1% Minimum 20 000

12,50%

1% Minimum 20 000

11,50%

12 000

12,5%

10%

15,50%

4 000 Maximum 5 semaines

15,50%

4 000 Maximum 5 semaines

15,50%

4 000 Maximum 5 semaines

15,50%

4 000 Maximum 5 semaines

15,50%

NATURE DE L'OPERATION	TARIFS
Droits de garde de titres	5 000 Par an
Oppositions, saisies-arrêts, avis à tiers détenteur :	
Frais de dossier	5 000
Frais trimestriels	5 000
Crédits :	
Frais de dossier étude crédit de fonctionnement ou étude crédit d'investissement :	0,1% du montant global des lignes accordées. Minimum 50 000
Jusqu'à 50 millions	75 000
Supérieur à 50 millions	100 000
Dépassement sur découvert non autorisé	5 000
Successions :	
Frais de dossier :	
Jusqu'à 500 000	10 000
De 500 001 à 1 000 000	20 000
Supérieur à 1 000 000	40 000
Commission	5 000 Par trimestre
Historique au guichet	2 000
Frais de recherche :	
Relevé de compte	3 000
Justificatif d'écriture :	
Moins de 6 mois	5 000
De 6 à 12 mois	10 000
Supérieur à 12 mois	20 000
Photocopie	300 Par page
Attestation de versement	5 000
Lettre de recommandation	10 000
Attestation de virement irrévocable	5 000
Confirmation pour commissaires aux comptes	30 000
Attestation de compte ou de solde	10 000
Versement déplacé	2 542
Liste non exhaustive	

## Renseignez-vous auprès des agences SGBB

### OUAGADOUGOU

#### . SIEGE

248, rue de l'Hôtel de Ville  
Téléphone : 50 32 32 32  
Fax : 50 31 05 61  
E-mail : sgbb.burkina@socgen.com  
Site Internet : www.sgbb.bf

#### . AGENCE KWAME N'KRUMAH NATIONS UNIES

224, avenue Maurice Bishop  
Téléphone : 50 30 71 05  
. AGENCE CHARLES DE GAULLE

1 703, avenue Charles de Gaulle  
Téléphone : 50 36 92 38

#### . AGENCE GOUNGHIN

210, avenue du Kadiogo  
Téléphone : 50 34 53 39

#### . AGENCE PATTE D'OIE

3846, avenue du Moro Naaba Wobgo  
Téléphone: 50 38 79 99

#### . AGENCE KWAME N'KRUMAH REFERENCE

1268, avenue Kwamé N'Krumah  
Téléphone: 50 30 57 58

### BOBO DIOULASSO

#### . AGENCE BOBO DIOULASSO

590, avenue Guillaume Ouédraogo  
Téléphone : 20 97 33 90 \* Fax: 20 97 34 48

## CONDITIONS TARIFAIRES APPLIQUEES AUX OPERATIONS DE LA CLIENTELE COMMERCIALE

Mise à jour: février 2008

NATURE DE L'OPERATION	TARIFS HT
-----------------------	-----------

CONDITIONS D'ARRETE DE COMPTE (PAR CATEGORIES) *	
--	--

\* La classification catégorielle des entreprises individuelles et sociétés est effectuée selon les critères ci-après :

Catégorie A : clients ayant obtenu l'accord de classement de la BCEAO

Catégorie B :

Le fond de roulement net est positif

L'endettement global n'excède pas 10 fois la surface nette

La rentabilité est satisfaisante avec des résultats nets positifs

Catégorie C : clients ne remplissant pas les trois critères de la catégorie B

Détail des frais

Frais fixes de tenue de compte	5 000	Par mois
--------------------------------	-------	----------

Commission mensuelle de découvert :		
-------------------------------------	--	--

Catégorie A	0,04%
-------------	-------

Catégorie B	0,08%
-------------	-------

Catégorie C	0,16%
-------------	-------

Commission de compte :	0,1%
------------------------	------

OPERATIONS BANCAIRES COURANTES	
--------------------------------	--

I- VIREMENTS	
--------------	--

Virements entre agences (Burkina Faso) :

Commission faveur titulaire	Franc	
Commission faveur tiers	1 000	Par opération

Virement permanent :

Frais de dossier	7 000	Par an
------------------	-------	--------

Commission faveur titulaire	Franc	
-----------------------------	-------	--

Commission faveur tiers	500	Par opération
-------------------------	-----	---------------

Commission interbancaire	1 000	Par opération
--------------------------	-------	---------------

Virement par caisse :

Commission proportionnelle	1%	Minimum 1 500
----------------------------	----	---------------

Commission gestion au-delà du trimestre	5 000	Forfait
---	-------	---------

Port de lettre	600	
----------------	-----	--

II- CHEQUES	
-------------	--

Bordereau de retrait	1 000
----------------------	-------

Retrait déplacé	2 542
-----------------	-------

Certification de chèque :	10 000
---------------------------	--------

Jusqu'à 1 000 000	10 000
-------------------	--------

De 1 000 001 à 10 000 000	15 000
---------------------------	--------

Supérieur à 10 000 000	20 000
------------------------	--------

Tirage chèque de banque	5 000
-------------------------	-------

Encaissement chèques hors place :

NATURE DE L'OPERATION	TARIFS HT
-----------------------	-----------

Sur place bancaire au Burkina Faso	Valeur 15 jours
Sur place non bancaire au Burkina Faso	Valeur 30 jours
Sur autre pays	Valeur 45 jours
Commission fixe	2 500 Par chèque
Port de lettre	600
Chèque impayé :	
Frais au cédant :	
Frais de dossier	2 000
Port de lettre	600
Frais au tireur :	
Frais de dossier	5 000
Frais d'impayé	7 000 Par chèque
Frais de lettre d'injonction	3 000 Par lettre
Frais d'envoi de recommandé	2 000

III- ESCOMPTE D'EFFETS	
------------------------	--

Escompte en intérêt :

Taux : taux affecté à la catégorie du client

Minimum de perception	5 000
-----------------------	-------

Minimum de jours :	
--------------------	--

Effet sur place	15 jours
-----------------	----------

Effets hors place	30 jours
-------------------	----------

Effets hors Burkina	45 jours
---------------------	----------

Commission d'endos(prorata temporis)	0,12% Minimum 1 000
--------------------------------------	---------------------

Commission de manipulation fixe	2 500 Par effet
---------------------------------	-----------------

Port de lettre	600
----------------	-----

Prorogation escompte et effet pris à l'encaissement :

Minimum de perception	10 000
-----------------------	--------

Minimum de jours	10 jours
------------------	----------

Frais de prorogation	10 000
----------------------	--------

Port de lettre	600
----------------	-----

Rédamation d'effets non échus	2 500
-------------------------------	-------

Retour d'impayés non protestables :

A l'encaissement	5 000
------------------	-------

A l'escompte	15 000
--------------	--------

Retour d'impayés protestables :

A l'encaissement	15 000
------------------	--------

A l'escompte	20 000
--------------	--------

Avis de sort demandé par le cédant	5 000
------------------------------------	-------

Acceptation	5 000
-------------	-------

COMMISSION SUR CREDITS A MOYEN ET LONG TERME	
--	--

Commissions d'engagement	0,75%	Par an
--------------------------	-------	--------

Commissions de gestion	0,75%	Par an
------------------------	-------	--------

NATURE DE L'OPERATION	TARIFS HT
-----------------------	-----------

AUTRES SERVICES BANCAIRES	
---------------------------	--

I- ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	
------------------------------	--

Cautions sur marché :

Frais de dossier	20 000
------------------	--------

Frais d'acte suivant modèle standard	20 000
--------------------------------------	--------

Frais d'acte suivant modèle imposé	25 000
------------------------------------	--------

Commission proportionnel par an	3%	Minimum 10 000 / trimestre
---------------------------------	----	----------------------------

Demande de prorogation	20 000
------------------------	--------

Engagement de cautionner	25 000
--------------------------	--------

Attestation de capacité financière	25 000
------------------------------------	--------

Nantissements de marché ou délégations de créances	20 000
--	--------

Soumissions cautions fiscales :

Frais d'acte	20 000
--------------	--------

Commission proportionnel par an	3%	Minimum 10 000 / trimestre
---------------------------------	----	----------------------------

Obligations cautionnées :

Frais de dossier	20 000
------------------	--------

Commission proportionnel par an	3%	Minimum 10 000 / trimestre
---------------------------------	----	----------------------------

Commission par obligation cautionnée	10 000
--------------------------------------	--------

Effets avalisés :

Frais de dossier	20 000
------------------	--------

Frais d'acte	20 000
--------------	--------

Commission proportionnel par an	3%	Minimum 10 000 / trimestre
---------------------------------	----	----------------------------

Prorogation :

Minimum de jours	10 jours
------------------	----------

Minimum de perception	1 mois	Minimum 20 000
-----------------------	--------	----------------

Avis de sort demandé par le cédant	5 000
------------------------------------	-------

Frais d'édition de l'état des cautions en cours	2 000
---	-------

Frais de recherche de caution :

Jusqu'à 6 mois	10 000
----------------	--------

Supérieur à 6 mois	15 000
--------------------	--------

II- FRAIS DIVERS	
------------------	--

Frais d'information à la caution	7 000	Par trimestre
----------------------------------	-------	---------------

Port de lettre	600
----------------	-----

Vocalia :

Par téléphone	3 000	Par mois
---------------	-------	----------

Par fax	5 000	Par mois
---------	-------	----------

Par e-mail	5 000	Par mois
------------	-------	----------

Location de coffres forts :

Très petits modèles	50 000	Par an
---------------------	--------	--------

Petits modèles	75 000	Par an
----------------	--------	--------

Modèles moyens	125 000	Par an
----------------	---------	--------

Grands modèles	150 000	Par an
----------------	---------	--------

